

(p.1) Autonomie et Organisation (I)

(p. 9) Autonomie et Organisation (II)

(p. 14) Autonomie politique et mouvement ouvrier révolutionnaire (extraits)

(p. 22) Mikel Orrantia "Tar" du collectif libertaire Askatasuna Qu'est-ce que l'ETA et où va-t-elle ?

Peu à peu, les militants "autonomes" et les groupes marginaux en général, se sont découvert des points communs qui les relient aussi à des militants des assemblées ouvrières déçus par les manigances de partis ou de syndicats. Ce mouvement, qui en Italie arrive à mettre le système en échec depuis déjà un an, et qui fait ici une percée récente, très difficile et accidentée comme le rappellent Vitoria, Roca, Copel [Coordination des prisonniers en lutte], Lemóniz ou les groupes féministes, a donné naissance à des revues. Ces revues regroupent les personnes intéressées par le thème de l'autonomie afin de susciter des débats et de faciliter la réflexion. Partant de la crise actuelle d'identité dont souffre notre mouvement libertaire, que BICICLETA depuis son origine tend à dépasser dans un sens pluraliste et non uniformisateur, nous avons jugé du plus grand intérêt de dialoguer avec des camarades, des militants théoriciens et expérimentés de cette nouvelle Autonomie. Le débat, de par son ampleur, va continuer dans le prochain numéro de la revue (1).

(1) Vu des problèmes de bouclage et d'espace, la suite du débat est décalé, on y aborde largement le moment actuel des luttes autonomes en notre pays, du nouveau concept de classe que les mouvements autonomes marginalisés apportent au mouvement ouvrier et des rapports entre la CNT et les groupes autonomes. Dans cette première partie du débat, qui a un caractère d'introduction et définit les théories, les intervenants sont, dans l'ordre : Chema, du collectif qui rédige Bicicleta, enseignant syndiqué de la CNT; Felipe Aguado, du collectif de la revue Emancipación, travailleur dans l'Imprimerie, non syndiqué et militant du "Mouvement pour l'Autonomie de la Classe"; Félix García, enseignant et auteur de plusieurs livres sur l'anarchisme, non syndiqué et militant du Centro de Cultura Popular; P'alante, revue autonome où collaborent différents camarades, dont des militants du Syndicat de l'Enseignement de la CNT, qui ont préféré garder l'anonymat; Fernando Ariel del Val, de la revue Negaciones, syndiqué de la FETE-UGT; Emmánuel Lizcano, travailleur non syndiqué, du collectif Bicicleta ; Juan Carlos syndiqué de la CNT; Adolfo, travailleur dans l'imprimerie, non syndiqué, du collectif de la revue Teoría y Práctica; Manolo, travailleur de l'imprimerie, non syndiqué, du Comité de Vallecas du Mouvement pour l'Autonomie de la classe.

BICICLETA - Avant d'entrer dans les multiples débats qui s'accumulent quand il s'agit de l'autonomie ouvrière (assemblées ou syndicats, organisation ou spontanéité, travailleurs ou marginaux...), il conviendrait d'expliquer ce que chacun d'entre nous comprend par autonomie.

CHEMA - Je crois bien connue la thèse anarcho-syndicaliste, qui situe cette organisation en marge du pouvoir (patronal ou politique comme condition d'apparition d'un socialisme révolutionnaire. Elle se démarque de la théorie autoritaire selon laquelle le syndicalisme non dirigé par une "avant-garde" politique porteuse de la "vérité", s'enlise dans le réformisme économique. Alors, puisque les camarades des groupes autonomes remettent en question qu'un syndicat soit libérateur, même si c'est une organisation libertaire et donc quelque chose de plus qu'un syndicat, c'est à eux de définir ce que peut apporter de nouveau leur modèle d'autonomie. Ils doivent dire en quoi il se différencie de l'organisation marxiste inévitablement centralisée et politique, ou de l'organisation fédéraliste, 'autonome en interne, des libertaires ou encore du simple spontanéisme qui nie toute organisation parce qu'il la juge répressive pour l'individu ou le groupe d'affinité. Qu'apportez-vous de nouveau à ces modèles?

Une nouvelle organisation

FELIPE: Il est essentiel de comprendre les nouveaux besoins du développement de l'autonomie de la classe ouvrière. On part d'une analyse des insuffisances classiques de la lutte syndicale, séparée de la lutte politique. C'est une tentative d'intégrer tous les fronts de luttes dans une seule organisation qui permette une prise de conscience et une pratique de la globalité, en articulant de façon unitaire la lutte syndicale traditionnelle à la lutte politique et culturelle traditionnelle. Un type nouveau d'organisation pouvant assumer tous les besoins et toutes les aspirations de libération des hommes et luttant entièrement pour elle. Dans notre terminologie, parler d'organisation intégrale, de révolution intégrale..., vise sans doute historiquement l'anarcho-syndicalisme et le marxisme de la première Internationale, mais cela n'est pas développé suffisamment pas même à la CNT, et l'incompréhension pratique de la politique de la part de la CNT est déjà un lieu commun. Il y a là un vide que doit combler l'organisation pour l'autonomie. Un projet de société nouvelle pour triompher dans sa lutte contre l'exploitation ne suffit pas pour cette organisation. Elle doit avoir de plus une organisation du pouvoir, puisque dans la société bourgeoise où des minorités utilisent le pouvoir pour imposer l'oppression, il faut établir un pouvoir opposé, le pouvoir des exploités et des opprimés, dont le pivot est l'organisation. Sans mythifier l'organisation, en apprenant des erreurs passées, des bureaucraties qui ont permis tant de fois d'assimiler la lutte ouvrière [au capitalisme], je crois nécessaire qu'il y en ait une, qui doit être complètement différente des organisations classiques, c'est-à-dire qu'elle ne peut être ni un syndicat ni un parti, qu'elle doit inclure tous les secteurs exploités et opprimés, et proposer, face au système capitaliste, une alternative d'une nouvelle société.

Une nouvelle manière de penser

FELIX : Je crois que la gauche est en crise profonde. Je crois que la dernière manifestation véritable de l'efficacité de la lutte centrée directement sur la production, est la révolution espagnole de 1936, qui a marqué la fin d'une époque dans le mouvement ouvrier. Maintenant, il faut créer une nouvelle conception de la lutte, puisque ce qui domine dans la société actuelle est l'aspect idéologique, super-structurel, plus que la propriété. En un sens, je crois que si la lutte ouvrière traditionnelle était menée contre la société dépeinte par un Dickens dans ses romans, la lutte actuelle va contre le type de société prévu par un Orwell dans *1984*. C'est une lutte différente, qui ne peut passer par la classe ouvrière au sens traditionnel, étant donné que le

plus efficace pour l'amélioration des salaires n'est plus l'action syndicale classique, mais le pacte de la Moncloa, la fusion du capitalisme et de la bureaucratie, comme nous le voyons en Allemagne. Il se peut que la lutte syndicale ait encore un sens dans les situations de misère où les moyens indispensables sont refusés à la classe ouvrière. Mais le problème du capitalisme actuel est dans quelle mesure la société allemande et la société russe sont de plus en plus semblables, et face à cela il y a des luttes difficiles à coordonner, où il y a parfois des composants réactionnaires, récupérables pour le système, comme il en existe dans le mouvement ouvrier. Nous devrions chercher à relier ces nouvelles luttes: écologistes, féministes, contre les prisons, de tous les marginaux. Laissant de côté cette question sur laquelle je reviendrai plus à fond, je crois que ces mouvements nouveaux annoncent un réveil dans cette nuit obscure, en faisant découvrir que l'oppression prédomine par rapport à l'exploitation. Nous devons penser à une société différente qu'il faut construire, nous devons rassembler, comme le fit le socialisme, celui de Marx autant que celui des anarchistes, qui a su exprimer ce qui couvait depuis trente ou quarante ans, et lui donner une force jusqu'à notre époque. Maintenant, il nous manque une nouvelle formulation générale, une base culturelle de pensée qui dépasse les anciennes conceptions mythiques, que traîne le mouvement ouvrier sur la société, la raison, le progrès, la bonté humaine que le machiavélisme politique du système a su utiliser. Nous tous qui sommes pour l'autonomie de façons différentes, nous devons découvrir cette nouvelle manière de penser qui aille au-delà des idées de la bourgeoisie et du socialisme influencé par elle. Nous devons être attentifs aux nouveaux moyens de lutte pour une société différente que nous ne savons pas exactement comment elle sera. Par exemple, nous devons revoir le mythe de la révolution, en commençant par la révolution française, comme quelque chose de ponctuelle, et revoir bien d'autres choses à partir de nos expériences.

Ce n'est qu'un début

P'ALANTE: On se sert ici du mot autonomie comme si on avait trouvé une nouvelle pierre philosophale. L'autonomie est un principe de plus, même pas une forme d'organisation, ce n'est qu'une réaction contre la bureaucratie et que la lutte et la prise en main par les acteurs eux-mêmes. L'autonomie des luttes a besoin en outre de théoriser les problèmes de la transition révolutionnaire, l'autonomie n'est qu'un début qui pris comme théorie à son tour peut occulter les problèmes pratiques. Même si cela nous gêne, il faut voir la réalité telle qu'elle est. Il y a un capitalisme espagnol situé dans une crise globale, mais avec suffisamment de moyens pour que la classe dominante s'en sorte, avec des projets politiques comme ceux des pays occidentaux, sommet du système mondial, qui conduisent à des dictatures indirectes, démo fascismes comme celle de l'Allemagne ou de l'Italie aujourd'hui, comme le Pacte de la Moncloa, où un parti ou un autre [au pouvoir] revient au même, où l'opposition devient de la dissidence suspecte. Si à la tête du système nous avons une dictature dissimulée, à sa base dans le Tiers monde il y a des dictatures déclarées, technocratiques et militaires. Le capitalisme est un tout, et à chaque fois plus difficile à surprendre, mais cette centralisation même de pouvoir politique et de capital dans le système comme un tout exprimé par les multinationales, les entreprises nucléaires, etc., permettent d'influer vers une alternative de rupture attirant tous les marginalisés comme c'est le cas en Allemagne avec le mouvement antinucléaire, face auquel le pouvoir a besoin d'une lutte antiterroriste comme prétexte à la "chasse aux sorcières". Mais dans les usines on n'a plus, comme par le passé, le point de rupture contre ce capitalisme métropolitain où nous vivons. La rupture vient de la périphérie, comme la guerre du Vietnam a créé de nouvelles formes de lutte et de conscience anticapitaliste, comme les luttes anti-impérialistes renforceront par la solidarité nos luttes, de même le détonateur du mouvement étudiant a permis durant le Mai français l'extension par surprise d'un mouvement spontané ouvrier, par en bas, avec des occupations d'entreprises, et même des tentatives

autogestionnaires comme à Nantes. Aujourd'hui l'extraction de grandes masses de plus-value du prolétariat colonial a permis la corruption du prolétariat occidental, mais la résistance anti-impérialiste ou les luttes des marginalisés, en faveur de l'abolition du travail salarié, contre la marchandise, peuvent reposer la révolution, comme peuvent le faire les luttes contre la restructuration nucléaire. Pour toutes ces raisons nous avons besoin de l'autonomie.

Une nouvelle conscience

FERNANDO: Je trouve très suggestive l'affirmation faite que la conception de l'autonomie, pour ambiguë qu'elle soit, ne vaut pas comme forme d'organisation, mais uniquement comme un principe. Même en dehors des cercles de la gauche occidentale, l'autonomie est vue autant comme un principe d'action que comme un principe de reconstruction sociale. C'est pourquoi l'autonomie ne coïncide pas avec le sujet de l'organisation du mouvement ouvrier, avec celui de l'assemblée, car ce serait une des formes d'expression que le mouvement ouvrier et d'autres secteurs opprimés adoptent à un moment particulier. Mais cette assemblée comme forme d'organisation ne répond pas aux exigences que ce principe d'action ou ce principe de reconstruction sociale que demande l'autonomie. Par exemple, à quoi sert l'assemblée pour la reconstruction de la vie sexuelle des individus? Elle n'a rien à voir. Les assemblées sexuelles ne seraient pas utiles. Et cependant, le thème de l'autonomie se pose avec autant de force sur le terrain du sexe que sur le rapport avec le voisinage, le politique, ou l'économie, par contre dans les usines, les assemblées servent. Si l'autonomie sur le plan sexuel sera une reconstruction, une nouvelle action dans le domaine de la famille, des rapports sexuels entre les sujets, dans le couple, etc., le thème de l'autonomie et de l'assemblée ont deux grands moments au cours du xx siècle: un moment initial, qui serait les révolutions de 1905 et 1917, et un moment final, qui serait 1936-37, le grand moment où l'autonomie du mouvement ouvrier pousse son chant du cygne. C'est précisément le parti communiste qui se charge d'expédier à une autre période l'autonomie dans le mouvement ouvrier. C'est dans notre pays que les formes des autonomies et des conseils étaient défendues par les anarchistes, alors que dans le centre de l'Europe l'autonomie et le conseilisme était plutôt assumés par les marxistes, revendiquant cette autonomie assemblée aussi bien lors des révolutions russes de 1905 ou de 1917 que dans l'Allemagne de 1918, encore que tous ces mouvements aient été finalement récupérés par le capitalisme. Alors, à partir de ces moments, après la guerre mondiale et la reconstruction du capitalisme avec sa nouvelle vigueur, alors que le mouvement ouvrier vivote sous l'égide des partis social démocrates ou communistes, le problème de l'autonomie est enterré jusqu'à son resurgissement à la fin des années 1960, cette fois il ré apparaît et pas seulement dans le mouvement ouvrier, mais également dans le mouvement étudiant et d'autres secteurs, dans la période agitée de 1967-68 en Californie, à Berlin, à Paris. Mais à partir de cette période, le thème de l'autonomie acquiert une série de connotation beaucoup plus complexes qui ne se réfèrent pas uniquement aux problèmes de l'usine, de l'exploitation économique ou de la production, mais à partir de ces années il se présente comme autonomie sociale, et se manifeste comme rupture, maladroitement d'abord, ensuite de plus en plus consciente des modes d'intégration sociale de tout le système capitaliste. Mais en même temps que l'autonomie se manifeste comme rupture, comme désintégration de l'univers social, ce qu'on voit depuis 1968 c'est qu'il n'existe pas d'autre principe de reconstruction sociale que celui si général d'autonomie. Et c'est pourquoi l'autonomie se présente comme cette conscience possible, pas seulement de la classe ouvrière mais aussi d'autres groupes et de segments sociaux opprimés. Lors des années 1960, l'exploitation est remise en question par l'autonomie comme quelque chose qui existe pas seulement à l'usine, dans la production, mais comme une chose beaucoup plus insidieuse, qui apparaît dans une prison, ou à l'école, comme le révèle le mouvement étudiant. Mais en

n'ayant pas de principe de reconstruction sociale, ces mouvements, comme celui des étudiants, entrent en crise.

Reconstruire la diversité

EMMANUEL: Je crois qu'une autre conception de l'autonomie est possible, visant la nécessité d'un nouveau projet de société: ce serait l'autonomie comme une lutte de plus en plus claire entre l'un et le divers, le multiple. Surtout à un moment où le problème de la totalisation est de plus en plus fort dans les sociétés les plus développées, où l'Etat est de plus en plus lié au capital, avec un protagonisme de plus en plus présent dans le processus économique. À son tour le capital s'étatise au même rythme, et nous nous trouvons face à un processus politique de plus en plus monolithique, où l'armée et la police sont de plus en plus une seule et même chose, l'organisation politique est de plus en plus unique autour d'un programme dont l'acceptation par tous les partis ne laisse pas de place à la dissidence, où les options technologiques comme le nucléaire sont de plus en plus uniques, où le pouvoir devient de plus en plus absolu. Alors, à mon avis, l'autonomie suppose des alternatives radicales d'opposition dans la mesure où elle affirme que les unités autonomes de lutte, dans leurs mille points d'attache, sont la lutte du multiple contre l'un. Et dans ce sens, elle rejoint le manque que Fernando signalait d'un principe de reconstruction, vu que les intérêts multiples et variés, ne se soumettant à aucun média qui les rendraient raisonnablement cohérentes, sont précisément le principe de reconstruction sociale, étant donné que les mille modes de vie distincts, régionaux, territoriaux, les affirmations du désir sont nécessaires et inévitables, au-dessus de toute tentative de globaliser et d'homogénéiser la lutte dans une organisation unique. Il me semble que la richesse de l'autonomie réside précisément dans l'affirmation du divers et du multiple, qui sont en train de dynamiser l'affirmation progressive de l'unique en politique, sur les plans économique ou social, là où est plus grand le danger des sociétés avancées. Par exemple, je crois, le mouvement des chômeurs italiens, un mouvement marginalisé, et égalent un mouvement ouvrier, que se pose aujourd'hui et en même temps le refus du travail comme problème basique, c'est-à-dire, que ce sont des gens qui non seulement n'ont pas de travail, mais qui n'ont aucune envie d'en avoir un dans ce mode de mise en ordre sociale. Et de là découlent mille projets de survie, mille projets d'organisation, qui sont déjà absolument différents dans ce qui est le plan de l'autonomie dans la société italienne et l'affirmation du multiple dans mille contre-institutions naissant du sein même du mouvement, et qui pose non pas une mais des centaines d'alternatives de reconstruction sociale, qui ne sont pas incompatibles mais certainement distinctes, et qui de plus jaillissent et sont déjà dans le mouvement autonome. Je crois que ce serait une autre manière théorique de présenter le sujet de l'autonomie, comme originalité spécifique de tout groupe social qui s'affirme lui-même au-dessus de toute oppression, en donnant son option non pas comme projet totalitaire pour tous, mais en tant qu'option pour ceux qui veulent viser chacun des projets autonomes. Et cela pose une série de conséquences organisationnelles très sérieuses, puisque si le mouvement s'organisait de façon homogène par l'autonomie, il neutraliserait tout ce qu'ont de plus fort les mouvements autonomes comme alternative de lutte, c'est-à-dire leur multiplicité. L'organisation, en rationalisant et en privilégiant les points communs, reproduit le projet étatique de ce qui est Un, en s'opposant au multiple, et elle finit par être cet Un.

P'ALANTE: Je crois qu'il est utile que tu aies dit divers plus que différents, parce que s'il est certain que les gens qui se proclament "autonomes" sont différents par rapport au système, ils ne sont pas différents entre eux: ils ont en commun de refuser la marchandise, l'Etat, la division du travail et, donc, ils revendiquent leur propre diversité.

Organiser l'autonomie?

BICICLETA: Même s'il est clair que sur le terrain théorique nous avons des conceptions très diverses de ce qu'est l'autonomie, ce qui me semble enrichissant, peut-être que le thème signalé par Felipe de l'autonomie comme alternative organisationnelle aidera à délimiter des champs.

JUAN CARLOS: Je crois que le système a d'énormes capacités de récupération des luttes autonomes ouvrières comme d'autres secteurs, par le biais d'une série de réformes, et face à elles l'autonomie ne peut que poursuivre la lutte avec une organisation, le problème est comment nous empêchons que cette organisation, si on arrive à ce stade, soit récupérée, comment nous qu'elle se bureaucratise. C'est, pour moi, le dilemme actuel.

CHEMA: Je crois qu'il y a un type d'accord sur le fait que l'autonomie de classe n'est pas seulement une organisation de défense face à l'exploitation de la classe dominante, pas seulement les luttes des opprimés: il y a un ou de multiples projets de transformation sociale, de libération. Une telle autonomie n'est pas la même chose que le spontanéisme, mais une phase plus organisée. Les assemblées sur le lieu de travail, les organisations de quartier, les activistes et les coordinations des groupes marginalisés, ne suffisent pas, même si à la base du projet autonome, ce sont des organisations de défense. Le problème est quel le type d'organisation qui incorpore quelque chose de plus, le projet émancipateur. Je crois qu'aucune sorte d'organisation politique ne peut le faire, parce qu'elles entrent dans le système, tout en combattant le pouvoir, et elles finissent par tirer les gens de leurs bases pour les intégrer dans le système et ses jeux de pouvoir. Je crois que le syndicalisme, en revanche, a été historiquement ce genre d'organisation. À mon avis, le syndicalisme aujourd'hui est en général entravé par des contenus et des formes organisationnelles intégratrices (économisme, répression de la spontanéité ouvrière, bureaucraties de "permanents", etc.) que le capitalisme a su introduire ou stimuler. Mais à l'origine le syndicalisme était une organisation émancipatrice et autonome, et je crois que cette bataille, que l'anarchosyndicalisme reprend à nouveau, n'est pas une bataille totalement perdue, je crois qu'il faut l'actualiser avec la nouvelle composition de classe, les nouvelles expériences organisationnelles, les mégalo-poles, les multinationales, toute la structure mondiale du capitalisme. Mais je crois que le syndicalisme autonome, s'il sait se renouveler, a encore des batailles importantes à mener.

Attention à la macro-organisation

ADOLFO: Je ne crois pas qu'il y ait une organisation unissant tous les mouvements autonomes. L'autonomie est définie par chacun des secteurs qui luttent de manière autonome par rapport aux autres et aux prétendues globalisations politiques. Ce que certes il doit y avoir c'est une globalité de la conscience de la situation, une conscience de ce que tous ces groupes ont en commun. Mais poser une organisation globale c'est rechercher une superstructure pour des mouvements qui en soi sont déjà globaux. Ce n'est pas que chacun de ces mouvements soient partielles et qu'il existe une alternative globale les dépassant, mais chaque mouvement est global en soi. Le mouvement des femmes, des homosexuels, sont globaux et font face eux-mêmes au système social dans son entier. L'important est de globaliser la conscience, mais il ne peut pas y avoir d'organisation globale.

FELIPE: Pour répondre à ce que dit le camarade, je ne crois pas qu'il y ait de conscience globale sans organisation et pratique globale. Si nous comprenons par autonomie défendre chacun sa parcelle, il n'y aura pas de lutte cohérente. Quant à ce que posait Chema, je crois que le problème est d'homogénéiser les concepts. Nous, en parlant de syndicalisme, nous repoussons le syndicat classique économiste revendicatif. Nous savons bien ce qu'il peut

donner, surtout en se limitant au cadre de l'exploitation économique. En perdant la conscience de la globalité, il entre dans un processus d'adaptation au système. Le défaut primordial du syndicalisme traditionnel est l'abandon de la dimension politique. Les deux problèmes posés par les camarades de *Teoría y Práctica* et *Bicicleta*, bien qu'ils supposent des formules de pensée différentes, ont une même réponse: aussi bien la revendication de l'autonomie de groupe que celle du syndicalisme s'opposent à la prise de conscience collective, la seule qui puisse faire face à un capitalisme unifié. L'émancipation passe par la pratique globale, sur tous les terrains, d'un même point de vue, depuis une même organisation, qui intègre et unifie les dimensions politiques, économiques, culturelles et les divers groupes, branches, tendances, couches sociales qui sont objectivement contre le capitalisme.

Organisation et communisme libertaire

P'ALANTE: Si nous comprenons l'autonomie comme un principe de lutte révolutionnaire et de reconstruction sociale émancipatrice, il faudrait aussi affronter le contenu de l'organisation, établir dans cette organisation des relations sociales de type communiste, et ces relations donneront un sens de totalité aux organisations autonomes possibles ou aux fronts de lutte, en attendant d'arriver à la structuration globale dont parlait Felipe.

CHEMA: Oui, je suis content que tu aies parlé des relations sociales de type communiste, c'est-à-dire, les finalités ou les contenus de cette organisation, parce que je crois que sans ce facteur le sujet de l'organisation n'ira pas au-delà de l'autonomie comme défensive, comme autonomie face au pouvoir, face au système. Je crois que dans la brochure *Autonomie et organisation* de Campo Abierto cette distinction est posée entre autonomie organisationnelle et relations sociales communistes comme contenu de l'organisation autonome. Et là je crois que l'adjectif classique: "communistes libertaires" n'est pas de trop, je crois qu'il exprime le type de société que nous les différents autonomes nous recherchons. Solidarité, liberté, entraide, fédéralisme, autogestion. Tout cela est si vieux et si nouveau.

P'ALANTE: Mais ne suffit-il pas de dire «communistes»? Je crois qu'on en déduit que le communisme ne peut être autoritaire, il doit être libertaire ou il ne sera pas. Mais, enfin, nous acceptons vu la confusion du langage courant la précision de Chema.

Autonomie comme "ligne politique"

MANOLO: Une autre distinction connue, mais sur laquelle je tiens à insister, est entre autonomie comme pratique de classe et autonomie comme ligne politique. L'autonomie comme pratique de classe est aussi vieille que la classe ouvrière elle-même, dans le sens que c'est une pratique, au départ, spontanée, intuitive, de défense contre l'exploitation et l'oppression du système capitaliste. En revanche, l'autonomie comme ligne politique de classe, comme unité de conscience, action et organisation intégrale, pour détruire le capitalisme et construire la nouvelle société, est en formation. Il y a des antécédents valables (la Commune, les Soviets, les conseils ouvriers...), mais il faut reprendre l'expérience de l'autonomie comme pratique de classe et formuler cette alternative intégrale dépassant les déficiences historiques du spontanéisme, le syndicalisme, le parlementarisme, les partis autoritaires, la parcellarisation des luttes...

P'ALANTE: Je crois comprendre que Manolo vient de reposer l'organisation comme centralisation, comme politisation dans le sens de plus grande conscience politique, comme ligne scientifique..., c'est-à-dire, une série de conditions que ressemblent à ce que présentait le marxisme en tant que socialisme scientifique face à ce qu'on appelait le socialisme utopique. Mon impression est que, au contraire, il y a aujourd'hui différents mouvements "vers" l'autonomie qui refusent ces conditions, qui cherchent une organisation de plus en plus

décentralisée, voir la critique des écologistes à tout type d'organisations centralisées, ce n'est pas qu'une critique libertaire de la politique en soi, mais aussi dans le sens de la critique de tout ce qui suppose la science et le productivisme occidental, pour libérer la spontanéité. Peut-être que la réponse aux nouveaux problèmes commence à être aujourd'hui le mouvement pour l'autonomie. Je crois que tout cela est quelque chose de nouveau qui ressemblerait plus au vieux mouvement anarchiste, en surmontant ses insuffisances et en le mettant à jour, qu'à une rénovation actualisée à la hauteur du dernier quart du xx siècle des vieilles organisations marxistes comme celle que vous présentez.

Spontanéisme ou centralisation

ADOLFO: Je suis d'accord. Il ne s'agit pas de remplacer un système qui ne nous sert plus par un autre pour voir s'il convient. Il s'agit de partir de la base qu'il n'y a pas une classe, un groupe social, comme le prolétariat par exemple, qui peut faire tout seul la révolution et satisfaire les nécessités de tout le monde. Je ne sais pas si le mouvement autonome va ressembler à l'anarchisme. Je vois certes très bien qu'il ne va pas ressembler aux partis, et en particulier moins aux partis marxistes-léninistes. Je crois que la question est celle-ci: la décentralisation, avec la globalité de chacun des mouvements dans sa propre lutte, est-ce qui caractérise le mouvement pour l'autonomie. Et c'est à partir de là que l'on pourrait discuter le mouvement pour l'autonomie pour chercher une coordination. L'expérience italienne prouve que chacun des mouvements est réellement autonome, mais dans les luttes du printemps, ou à l'assemblée de Bologne, ils se structurent en assemblées ouvertes, et c'est le niveau de coordination. Sans plus, sans définir une nouvelle structure globale, mais en échangeant des expériences et en apportant, donc, cette conscience globale qui est forcément nécessaire.

FELIPE: Moi, au contraire, je ne suis pas d'accord. Le spontanéisme comme ligne politique (non comme action de classe) a été clairement stérile dans l'histoire du mouvement ouvrier. Et c'est aussi vieux que la classe ouvrière elle-même et ses luttes. Il a toujours conduit à l'impasse de la défaite la plus radicale. Si la classe ouvrière a pu avancer et approfondir, ce fut en surmontant la théorie spontanéiste. Il est certain qu'il faut faire une critique à fond du centralisme démocratique tel que le comprend le léninisme. Mais nous ne pouvons pas rester sur des mots, faire que l'organisation et la bureaucratie soient synonymes, ou nous flageller quand nous entendons dire "Lénine". Le problème de fond n'est pas le léninisme, mais un critère d'organisation hiérarchique et verticaliste qui crée des "leaders" et des "masses", face à des formes de démocratie conseillistes, proprement socialistes. Il ne s'agit pas d'opposer l'autonomie ouvrière à l'organisation. Je crois que c'est le débat important: a-t-on besoin d'une pratique la plus unifiée possible, ou faut-il la laisser à la spontanéité des groupes et des secteurs de la dynamique de la lutte? Ma position est clairement la première. Face à la bourgeoisie, que avance de façon unifiée, en défendant ce qui décisif pour elle, l'exploitation de la force de travail et une structuration sociale hiérarchique, nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de marcher comme dans les "guérillas", chacun pour soi. Il faut aller vers une convergence, vers une unité de pratique, ce qui ne veut pas dire uniformité et centralisme démocratique.

BICICLETA: Puisque de nombreux autres camarades désirent encore intervenir et qu'il s'agit de passer de la théorie aux expériences pratiques et qu'il demeurent des questions comme la situation actuelle des luttes autonomes, ou bien cette distinction que est apparue entre la classe ouvrière et les groupes marginalisés comme sujets possibles de l'autonomie et, enfin, voir les rapports entre le mouvement pour l'autonomie et l'organisation qui, qu'on le veuille ou non, ont soulevé les problèmes d'une organisation autonome et intégrale, qui ne fasse pas de différences entre dirigeants et dirigés car elle n'a aucun centralisme, et qui dans la pratique se

heurte à des problèmes de mise en place, mais qui tente de le faire, comme la CNT, il est peut-être nécessaire de regrouper ces interventions dans une seconde partie du débat.

[N° 5, avril 1978, pp. 7 - 12]

Débat avec les autonomes (II)

La polémique sur l'autonomie de tous les exploités et marginalisés sociaux par rapport au système qui nous opprime ne se borne pas aux formes organisationnelles ni au type de société alternative pour laquelle nous lutons. Le débat s'étend aussi aux luttes concrètes réalisées, leur différente estimation, l'appréciation d'une situation d'offensive ou bien, au contraire, de recul du mouvement autonome face à la capacité de récupération du néo capitalisme et de ses agents, les partis réformistes. Et cela remet aussi en question la conception traditionnelle du prolétariat comme classe révolutionnaire par excellence centrée sur la production, pour proposer une lutte contre l'oppression productiviste en soi, où les marginalisés renverraient au mouvement ouvrier une partie de ses voix plus profondes et antérieures pour la libération humaine intégrale.

Dans la première partie du débat repris dans notre dernier numéro, on trouvait des interventions de Juan Carlos Ortigosa, Felipe Aguado, Chema Elizalde, de camarades de P'ALANTE, Félix García, Fernando Ariel del Val, Emmánuel Lizcano et Adolfo (de Teoría y Práctica), par ordre d'intervention dans cette seconde partie du débat. Nous indiquions leurs respectives militances (syndiqués à la CNT pour les uns, à l'UGT pour d'autres, plusieurs non syndiqués, organisés dans divers collectifs autonomes, etc.). Ajoutons maintenant d'autres interventions par ordre des camarades: Antonio Beleño (travailleur de Pegaso, syndiqué au métal de Commissions lors du débat, maintenant à l'USO), Emilio, travailleur d'Intelsa (non syndiqué dans le débat, maintenant dans la Métallurgie d'USO), Fernando Serra (travailleur du quotidien Pueblo, syndicat CNT de l'Imprimerie), et Ignacio Fernández de Castro (non syndiqué, de la revue Teoría y Práctica).

Le moment actuel de l'autonomie ouvrière

JUAN CARLOS: À la mort de toute dictature, des luttes autonomes surgissent, plus authentiques, spontanées mais avec une certaine organisation, d'où une tension: si ces luttes continuent à la base, il peut se produire un moment révolutionnaire, mais l'Etat a des moyens de contrôle pour récupérer ces luttes, par les voies électorales, de représentation, de délégation de pouvoir de la base en lutte, et alors il se produit une retombée de l'autonomie.

FELIPE: Je crois que l'autonomie, le mouvement de base, agite la superstructure politique et non le contraire. Rosa Luxemburg disait qu'une constitution consiste toujours à attacher, concrétiser ou freiner, assimiler une révolution. En ce moment nous vivons la création d'une nouvelle légalité politique, qui suppose d'attacher, de domestiquer, freiner un processus plus ou moins intensément révolutionnaire qu'on a vécu bien avant la chute de la dictature, toute la décennie de 1960 depuis la grève des Asturies [1962], toute la croissance de la lutte ouvrière autonome centrée sur l'assemblée, les premières Commissions ouvrières. Ces luttes prolongées durant de nombreuses années sont ce qui déstabilise des formes de domination politique de la bourgeoisie, qui font que la dictature tombe, en faisant abstraction de phénomènes superficiels,

anecdotiques, comme la mort de Franco. Mais cette chute est réellement une tentative de récupération de la bourgeoisie de son contrôle sur la classe ouvrière, une nouvelle légalité qui assimile et réprime l'autonomie qui en fait gagnait du terrain dans la rue et les usines.

CHEMA: Je crains que nous ne suivions encore une attitude de réaction face à la dictature, et maintenant face à la manipulation politique des élections. Le fameux débat assemblées - syndicats, vu d'en bas, sur les lieux de travail, a été très pauvre, nous le menons par refus, ou par référence à ce qu'on nous impose d'en haut. L'héritage de la dictature est terrible: le dictateur disparaît, mais pratiquement les mêmes centres de pouvoir continuent avec changement parmi ceux qui commandent. Pire encore, notre processus d'auto organisation, notre tentative de surmonter 40 ans d'efforts clandestins, réprimés, de toute sorte de forme d'organisation de la classe (je parle de la classe dans le sens large, tous les opprimés, bien entendu), est freiné non pas tant par la repression en soi, mais par les structures psychologiques elles-mêmes que nous les travailleurs avons en nous. Tant d'autoritarisme en nous fait que nous négligeons ou nous méfions de toute organisation.

Recul dans les luttes autonomes?

FELIPE: Je crois que le problème est plus objectif que subjectif: il y a un net recul du moment de l'autonomie ouvrière. À la mort de Franco, la lutte de classes était à un stade de grand développement, les grèves de Madrid et le Pays basque, jusqu'aux grèves de Roca et de la fin de 1976 qui ferment le cycle de la grande offensive. On arrive à un plafond, l'assemblée et les formes auto organisationnelles amorcent un recul évident au moment de la date du referendum, à partir de là la capacité de la classe dominante est réactivée. Un nouveau processus débute de répression assimilation de l'autonomie, dont le point culminant est dans les élections syndicales actuelles.

ANTONIO: Je n'accepte pas que l'autonomie soit en décadence, c'est maintenant que son essor arrive. Il est certain qu'à l'heure actuelle il est de plus en plus difficile, précisément parce que les prétendues libertés politiques vont précisément contrôler l'autonomie du travailleur. Dans les grèves dès qu'un mouvement autonome vis-à-vis des centrales apparaissait dans différentes entreprises, les partis politiques ou les centrales cherchaient à l'intégrer, car cette autonomie va contre leurs intérêts. C'est le grave problème que nous avons maintenant. Auparavant, nous luttions tous, plus ou moins, mais en étant au coude à coude contre le franquisme et maintenant nous devons lutter en même temps contre les patrons, les autorités et les différentes centrales syndicales avec leurs partis en lutte. Maintenant l'autonomie est plus difficile mais elle est en hausse, et plus nécessaire.

EMILIO: Je pense plutôt qu'il y a un recul. Il faut voir les causes qui ont permis les luttes autonomes surgies après le franquisme comme celles de janvier 76. En premier lieu, elles apparaissent déjà dans le cadre de la dictature, de plus il y a une absence de centrales syndicales intermédiaires, et finalement il y a non pas un mouvement organisé par l'autonomie, mais beaucoup de gens qui se sont connus dans la lutte et qui sont déçus par l'organisation dans les groupes traditionnelles de la gauche. Depuis lors, plus qu'un recul, il se produit une différenciation entre les formes assembléaire, les seules possibles dans un cadre de dictature, et la lutte aujourd'hui de ces formes assembléaire contre l'intermédiaire qui n'existait pas avant mais qui est là maintenant et qui médiatise et y contrôle le mécontentement ouvrier. Le problème est qu'aujourd'hui cette confrontation est menée par nos collectifs et nos groupes autonomes plus ou moins isolés, minoritaires, qui se cognent la tête contre le mur des élections syndicales. Puisque cette lutte assembléaire n'est pas rentrée dans la conscience ouvrière majoritaire, cette lutte pour l'autonomie il la mener aujourd'hui sur le terrain même de la syndicalisation, il faut tenir compte de ce que sont les niveaux de conscience réelles. Aujourd'hui pour faire face directement aux centrales, on est quatre, putain de merde. Par

exemple, dans mon entreprise nous luttons depuis cinq ans pour l'autonomie, en-dehors des syndicats, et aujourd'hui, en démocratie, nous trouvons qu'il est beaucoup plus difficile de lutter pour l'autonomie que dans des conditions de dictature, parce qu'alors l'assembleisme était nécessaire et aujourd'hui les syndicats cherchent à l'affaiblir.

CHEMA: Je tiens à remettre en question qu'en 1977 il y ait eu un recul dans le mouvement ouvrier autonome. Il est certain que la bourgeoisie a pris clairement l'initiative, mais les formes autonomes de lutte, dans la chaussure ou le bâtiment aux Asturies, ou dans l'hôtellerie, la collecte d'ordure, le transport, l'enseignement, les stations services, ou bien la grève actuelle chez Bimbo, dans toutes ces luttes il y a eu outre des revendications non pas strictement économiques. On lutte pour le poste de travail et aussi pour les autres, pour réduire les journées de travail et contre le protagonisme pactiste des syndicats. Je ne crois pas qu'il y ait eu un recul vu les grèves spontanées de Madrid en janvier du 76, ou celle de Vitoria en mars, ou de Roca en décembre de la même année, mais il faut aborder de nouveaux terrains de lutte non strictement economiciste, et là les syndicats sont plus efficaces mais aussi plus contraints par le pactisme. Le problème est de trouver les alternatives. C'est ce dont on manque maintenant, un projet révolutionnaire.

Le rôle des Commissions ouvrières

FERNANDO SERRA: Je voudrais revenir au point de départ de l'autonomie ouvrière dans le mouvement actuel, qui surgit peu à peu dans ce pays dans les luttes des années 1960, les pratiques assembléaires des Commissions ouvrières (= CO) ont été un bouillon de culture, lorsque cette centrale était un mouvement de base. Maintenant, la nouvelle autonomie surgit précisément de groupes et de secteurs qui ont pris leurs distances par rapport à la politique menée par les CO en formant un syndicat traditionnel, un syndicat d'affiliés.

P'ALANTE: Je ne dirais pas que les CO ont développé cette autonomie; c'est d'abord la situation objective qui impulse des formes d'organisation comme les premières Commissions ou suite des plateformes anticapitalistes, etc. Le mouvement autonome de classe naît alors en réponse à un manque d'organes intermédiaires, de négociateurs entre le travail et le capital, comme il y en a dans les autres pays européens. Comme il n'y en avait pas en Espagne et que la situation politique ne le permettait pas, la classe ouvrière s'organise alors elle-même pour créer. Le système capitaliste en absorbant cette nécessité et en renforçant le syndicalisme de médiation, encadré en outre par la politique uniformisatrice du Pacte de la Moncloa, fait que les luttes autonomes et les formes auto organisationnelles reculent.

IGNACIO: J'ai l'impression que certaines interventions, et je crois qu'une grande partie du mouvement, surestiment les luttes des années 1960 et plus concrètement des Commissions ouvrières; c'est très dangereux, comme toute mythification, car si quelque chose doit caractériser le nouveau mouvement d'autonomie c'est le refus d'instruments d'aliénation idéologique comme cette mythification. Je crois que les mouvements des années 60 réagissent contre une situation très concrète de manque d'organisations intermédiaires à un moment où il y avait une marge de possibilité d'amélioration économique pour la classe. Au départ les Commissions, même quand elles n'étaient pas encore manipulées par le PC ou les avant-gardes politiques, répondaient à ce besoin d'organes intermédiaires syndicaux, et elles dérivent directement vers la démocratie formelle, la représentation médiatrice, la délégation du pouvoir, etc. Mais le plus important est qu'il y avait dans les CO et dans le mouvement de toute la société une rébellion, non pas seulement contre les instruments de manipulation comme les syndicaux verticaux [franquistes], mais contre l'autorité. L'illégalité dans les masses était liée à la remise en question d'institutions très autoritaires, comme la famille de ces quarante années, le machisme, la répression sexuelle. Tout cela donne au mouvement de l'autonomie

une base bien plus large et une prise de conscience plus rapide et violente que dans d'autres pays.

FÉLIX: Je suis d'accord, et la preuve en est que la réduction du mouvement de l'autonomie de classe avec les élections de juin 77 n'a pas entraîné de réduction des autres mouvements autonomes comme, par exemple, la COPEL, comme par exemple, les luttes antinucléaires, tous ces mouvements autonomes qui ne sont plus productivistes (comme l'étaient les syndicats, les conseils ou les collectivités elles-mêmes que j'ai étudiées dans mon livre), il y a un concept d'autonomie plus riche, comme nous l'avons indiqué dans la première partie du débat.

Autonomie et marginalisation

BICICLETA: Ce sujet mérite une considération à part, car, en effet, on visait dans les premières interventions le concept de l'autonomie et les formes d'organisation autonome qu'il faut élargir, voir dépasser la conception traditionnelle de classe ouvrière comme base de l'autonomie révolutionnaire.

FÉLIX: J'y faisais référence, je veux dire que le programme d'Abad de Santillán appliqué dans les collectivisations espagnoles du 36, peut demeurer dans une gestion du capitalisme sur le plan du productivisme. Cela se voit bien les conseils allemands également mythifiés par les conseillistes. La lutte des marginalisés peut enrichir le mouvement ouvrier face aux limitations conseillistes et anarchosyndicalistes, centrées sur les problèmes organisationnels et une conception productiviste du travail.

FELIPE: Mais il ne faut pas oublier que le moment central, original, de l'exploitation est dans les rapports de production, où a lieu l'oppression fondamentale et d'où dérive tout le système capitaliste. Chercher à décentrer ce fait fondamental du système capitaliste et essayer de donner le rôle protagoniste aux marginalisés sociaux, me semble précisément une manifestation du recul de l'autonomie ouvrière, dissimulée par cette euphorie sur les mouvements de marginalisés.

IGNACIO: Je ne suis pas d'accord avec la théorie traditionnelle marxiste sous-jacente dans ton intervention. La lutte, indubitablement nécessaire, du mouvement ouvrier pour augmenter les salaires, n'est pas une lutte pour l'autonomie ouvrière, mais une position traditionnelle, pour élever la valeur de la force de travail. Mais sans aucun doute, la lutte de fond contre le capitalisme consiste à ôter cette valeur d'échange de la force de travail, pour que la société entière ne soit pas dirigée par la valeur d'échange de la force de travail, mais par la valeur d'usage. Le capital tire sa plus-value de la réduction de la force de travail dans la valeur d'échange. Ce qui se passe est que les marginalisés n'ont pas de valeur d'échange. C'est pourquoi leur lutte a son importance, parce que précisément ils sortent du terrain d'acquérir plus ou moins de valeur d'échange. Les marginalisés traditionnels ne sont pas que le "déchet de la société" (vieux, enfants, handicapés, traditionnellement méprisés dans la production), mais aussi des marginalisés conscients qu'ils peuvent préfigurer le désir de liberté du mouvement ouvrier non traditionnel, non centré sur les luttes salariales, pour la valeur d'échange, et aussi sur le plan de la libération personnelle face à l'oppression de la valeur d'échange et de ses superstructures politiques. Ces marginalisés, comme la COPEL ou les féministes, ont beaucoup à apporter à la lutte autonome ouvrière, alors que la lutte salariale sera mieux menée par les syndicats traditionnels et c'est logique que sur ce plan il y ait un recul des luttes assembléaire.

CHEMA: Je crois discutabile ce dernier point. Une analyse détaillée et non pas idéologique des luttes de l'année 1977 révèle une plus grande efficacité des assemblées comme forme de lutte, même salariale, que la médiation syndicale. Sur quoi je suis bien d'accord c'est sur cette lutte salariale, la *foire des ânes* attachés à la noria du capitalisme que dénonçait l'anarchosyndicaliste français Brittel, corrompt le syndicalisme, et au contraire les luttes des marginalisés peuvent

lui renvoyer cette lutte pour l'émancipation intégrale, celle des origines du mouvement ouvrier autonome.

Marginaux récupérables

P'ALANTE: Mais si les marginalisés se sentent uniquement comme des marginalisés, non pas comme plongés et participants d'une lutte social globale, ce serait déjà pour eux une première défaite. Dans une société capitaliste, la lutte fondamentale pour l'autonomie est menée sur les lieux de travail. De plus, le néo-capitalisme espagnol, avec ses formes constitutionnelles, possède une terrible capacité d'absorption des mouvements de marginalisés, il peut légaliser des aspects pour mobiliser ces mouvements, comme l'homosexualité ou l'objection de conscience. En outre, sa rupture avec le système est très partielle, ponctuelle et non pas globale. Un cas typique est celui des étudiants, aujourd'hui fort démobilisés, vu qu'ils ne participent pas au processus de production leur rébellion est marginale dans le système. Si le Mai français, à la différence d'autres mouvements étudiants, je crois, a été un moment révolutionnaire, c'est parce que les travailleurs se sont mis massivement en grève sauvage, à la base et en marge des syndicats. Par contre je serais d'accord pour souligner l'importance de luttes comme l'antinucléaire pour frapper le capitalisme au centre de sus projets de production, et aussi dans une organisation intégrale du mouvement pour l'autonomie qui ne sépare point la lutte ouvrière de toutes ces luttes marginales et écologistes. Je crois que c'est le débat de fond qui existe dans la CNT face au courant traditionnel anarchosindicaliste orthodoxe.

FERNANDO ARIEL: Si nous acceptons que nous avons besoin d'un début de reconstruction sociale qui peut être l'autonomie, je crois que ce début a lieu aujourd'hui plus clairement dans des mouvements comme le féministe, pas du tout marginal car il touche potentiellement la moitié de la population, ou les autonomies dans tout notre pays. Il est évident que le système peut les récupérer, on a vu, pour l'histoire des autonomies régionales, comment le parlementarisme et le syndicalisme peuvent récupérer le mouvement ouvrier, et précisément dans ces mouvements marginaux on trouve de façon latente la lutte et le principe de l'autonomie, qui partant de ces segments sociaux peuvent se combiner à l'aspiration ouvrière à l'autonomie.

FELIPE: Mais la lutte des marginalisés n'a pas été inventé en Espagne, elle existe depuis pas mal de temps, et on a fini par assimiler des luttes qui à la fin des années 60 remettaient en question très radicalement le système capitaliste comme avec les étudiants ou les "hippies". Cette lutte il faut la voir dans un ensemble comme la lutte de tous les groupes sociaux exploités et opprimés, et la classe ouvrière continue à être majoritairement le plus nombreux.

La conscience antiautoritaire

Assemblée et syndicat "L'assemblée de travailleurs est le seul organisme souverain et décisionnel, et le seul d'où peuvent provenir les décisions et les accords... Le syndicalisme révolutionnaire doit œuvrer pour le soutien et la solidarité, et non pas médiation. "
(Accords du Plenum national de Régionales de la CNT, septembre 1977)

IGNACIO: Évidemment les mouvements marginaux ne vont pas être l'avant-garde de la révolution, ils peuvent être intégrés, mais le mouvement ouvrier a été aussi en grande partie intégré. Ses luttes économiques, fractionnées, ne remettent pas en question sa condition de classe. Cette conscience globale peut venir aussi à la classe ouvrière d'une nouvelle approche des problèmes profonds de cette société, ceux de la reproduction sociale, ceux de la sexualité réprimée, de la famille autoritaire, de la propriété privée. Tout cela est remis en question par ces groupes marginalisés, qui ont ainsi une valeur de témoin.

EMMANUEL: Je crois qu'il est intéressant de voir que ces positions apparaissent également au sein du mouvement ouvrier, comme chez les chômeurs, surtout en Italie, avec le refus du travail salarié en soi.

ADOLFO: Mais il ne faut pas oublier que le mouvement ouvrier est peut-être un des secteurs les plus en retard sur la lutte pour l'autonomie, et qu'il n'y aura pas une classe en soi qui donnera une réponse à toutes les nécessités émancipatrices. Je crois que la lutte des camarades féministes est une lutte, par exemple, globale, contre le machisme, irrécupérable par les sections féminines des partis.

FELIPE: Je crois que les affirmations du camarade de *Teoría y práctica* sont absolument sans fondement. Au contraire, la classe ouvrière est le secteur qui a le plus lutté et s'est auto-organisé en collectif en tant que tel. Quand les femmes, les homosexuels... se sont-ils organisés collectivement ainsi? Et je ne partage pas non plus d'idée que la classe ouvrière n'a lutté que pour des augmentations de salaires, elle l'a fait également par solidarité, pour l'amnistie et la réadmission de licenciés, pour sa représentation autonome et assemblée, pour un tas de revendications qui vont au-delà d'un intérêt purement économiciste. Mais nous reprendrons la discussion sur la polémique spontanéisme ou organisation, qui existe aussi dans le mouvement ouvrier. Les divers collectifs pour l'autonomie ouvrière sont dans un processus: il y a deux tendances générales, ou deux courants: un spontanéiste, qui pour l'essentiel coïncide avec des positions comme celles des camarades de *Teoría y Práctica*, y un autre qui cherche vraiment à s'unir dans une organisation militante et va vers un prochain Congrès général à partir d'assemblées locales.

BICICLETA: Finalement, et étant donné que dans le mouvement pour l'autonomie ouvrière aussi bien que dans la CNT il y a un processus de clarification sur ces questions, nous allons laisser pour plus tard un sujet comme les rapports possibles entre l'autonomie et la CNT, avec la participation de plus de camarades (*).

(*) Un début de ce débat fondamental s'est fait le second jour et a été repris dans le numéro de mars de la revue *Emancipación*. La publication dans celle-ci de longs extraits de ces deux jours de débats (dont la reproduction intégrale dépasserait une centaine de pages) nous a également permis une plus grande sélection dans le matériel publié ici, et également des changements dans l'ordre chronologique des interventions, afin de les regrouper par thèmes. Nous voulons souligner que dans le texte publié dans *Emancipación* il y a une référence de Chema Elizalde au départ de la revue libertaire basque *Askatasuna* de la CNT du pays basque, qui n'est pas du tout celle de *Bicicleta* (voir notre dernier numéro, page 18), et que l'auteur lui-même reconnaît -une information partielle reçue par les "canaux organisationnel"- comme ayant pu être manipulée.

[N° 6, mayo 1978, pp. 7 – 11]

Autonomie politique et mouvement ouvrier révolutionnaire (extraits)

Résumé du débat organisé par BICICLETA et le syndicat de l'Information et de l'Imprimerie de la CNT. Ce débat a été public et ouvert, c'est pourquoi les interventions de plusieurs assistants ont été enregistrées. La discussion portait sur les thèses de Marqués au sujet du nationalisme, en abordant en même temps les problèmes du Pays valencien.)

Les participants à cette table ronde étaient: Josep Vicent Marqués, sociologue indépendant, animateur de nombreuses luttes libertaires et écologiques dans le Pays

valencien; Pep Martínez; travailleur du Bâtiment en Catalogne; Eloy Casanovas, du syndicat de l'Information et de l'Imprimerie de la CNT et Enric, étudiant du syndicat de l'Enseignement de Valence.

BICICLETA - La lutte pour l'auto-détermination des différents peuples ibériques, a mobilisé plus de gens ces dernières années qu'à aucune autre époque historique. La polémique resurgit en période de calme et lorsque il y a clairement une manipulation du sujet par les bourgeoisies "nationales", nouveaux alliés du pouvoir central (si tant est qu'elles aient cessé parfois de l'être). Mais l'oppression continue d'exister.

Le débat est ouvert dans la gauche révolutionnaire : "La lutte nationaliste détourne le travailleur de leurs problèmes de classe", "Tous les nationalismes sont bourgeois", "Poser l'émancipation nationale suppose un objectif qui, théoriquement, unit la bourgeoisie et les travailleurs, alors que leurs intérêts sont inconciliables".

Marqués est peut-être le seul, dans le Pays valencien (1) qui ait tenté d'aborder le thème du nationalisme dans une perspective révolutionnaire et extra-parlementaire.

1) Le Pays valencien correspond approximativement au territoire des provinces de Valence, Castellón et d'Alicante -(dans la division politique actuelle) Elle revendique son unité et sa capacité d'autodétermination, comme ce qui se passe pour la Catalogne, le Pays basque, etc.

Dans un chapitre de ton livre "Pais perplex" [en catalan], tu parles des différentes manières d'envisager la lutte pour l'autonomie, et tu dis que celles qui ont prévalu jusqu'ici viennent de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoise. Y a-t-il une manière populaire de présenter le problème en se passant des institutions et en liant cette lutte à des objectifs authentiquement libertaire ?

MARQUES - La première question serait de se demander quelle est l'utilité de l'autonomie pour la classe ouvrière, ou, au moins l'auto gouvernement... enfin de tout organisme propre au Pays valencien. En second lieu, il faudrait se demander quelle est notre situation actuelle après la disparition du franquisme. Je suppose que nous serons tous d'accord pour penser que, aussi grise, triste et merdeuse qu'elle soit, elle ne l'est pas autant que celle que nous avons connue. On a grande envie de demander à Franco qu'il ressuscite, du moins pour un an, afin de lui dire : "Nous avons essayé, voyons si maintenant nous réussissons". Et en troisième lieu, qu'est-ce qu'on peut dans faire sur le plan, défini de façon large et pluraliste, des personnes qui nous réclamons du protagonisme de la base, à défaut de termes plus courants.

Par exemple, une des choses à laquelle on pense souvent est: "L'autonomie a-t-elle une raison d'être dans une société capitaliste?" C'est-à-dire, la classe ouvrière s'intéresse-t-elle à l'autonomie alors que les moyens de production sont toujours aux mains de la même classe ? C'est une question qui m'a beaucoup préoccupé, et je réponds affirmativement. Je pense que, dans la mesure où se produisent certaines formes de dynamisme ou de processus dans une société capitaliste, quand l'Etat qu'a adopté la bourgeoisie, la classe dominante, l'Etat espagnol unitaire, est en perte de vitesse, elle a un certain sens, une utilité.

Sur le plan pratique, cela signifierait que je crois aux raisons de lutter pour une autonomie, même dans une société capitaliste. Je le crois pour deux ou trois raisons très simples. La première est qu'il m'arrive de penser (je ne veux pas paraître réformiste, mais je n'aimerais pas non plus penser que ne pas être réformiste signifie qu'on se moque de la douleur, de l'oppression et de la souffrance des autres; je n'aime pas que les gens soient dans la merde) qu'il faudrait lutter pour éviter qu'un enfant doive souffrir en allant dans une école où on enseigne en castillan, quoique je sache bien qu'il subira la même saleté d'école que les autres. Je n'aimerais pas ne pas essayer d'éviter à un enfant d'aller à l'école, et en plus dans une langue qui n'est pas la sienne. Donc, première question: si un mécanisme d'autonomie

signifie moins d'oppression linguistique pour le peuple valencien, c'est pour moi un point important.

En second lieu, chaque fois que ça allait mal, la classe dominante de ce pays s'est contentée d'une explication, en partie vraie mais en partie mensongère : "Le problème était à Madrid". Bon, un gouvernement capitaliste valencien ne résoudrait pas les problèmes des travailleurs valenciens, mais ne pourrait dire que la faute incombe à Madrid; par conséquent, l'autonomie clarifierait toujours les choses à court terme et permettrait un affrontement plus franc entre la classe dominante et la classe travailleuse.

La troisième raison de pourquoi il faudrait l'autonomie qui serait utile à la classe travailleuse est encore peu élaborée, très critiquable, mais vaut la peine d'être discutée. L'aspiration d'un peuple à rompre une oppression, qui pour le Pays valencien date de trois siècles au moins, est toujours libératrice. Donc, la revendication des Valenciens en tant que peuple, face à la structure de l'Etat espagnol, serait en quelque sorte une revendication d'opprimés qui découvrent qu'être Valencien ne signifie pas être des Espagnols de second rang, ni toutes ces choses qu'on nous a fait croire, mais bien d'appartenir à une collectivité ayant droit à sa liberté et à son auto-organisation.

Je sais qu'on peut m'objecter aussitôt que tout nationalisme est dangereux. D'accord, mais si le nationalisme d'un peuple opprimé est nourri de positions prolétaires, il est (jusqu'au moment de l'obtention de l'auto-détermination) sans équivoque et clairement progressiste.

J'insiste sur le moment d'émancipation qui peut être marqué par des positions non prolétaires. Pour moi, la définition du droit d'un peuple à sa liberté n'exclut pas, tout au contraire, le respect des autres peuples et la solidarité avec eux. Il faut déclarer : "Nous sommes nous-mêmes", sans que cela veuille dire : "Nous sommes meilleurs que les autres", etc.

Par contre, si vous voyez la campagne lancée par la droite pendant ces derniers mois, précisément ils tendent à dire que "les Valenciens sont plus beaux, plus artistes, plus travailleurs, qu'ils ont tout inventé, que le Micalet [de Valence] est beaucoup plus haut que la Giralda [de Séville], et surtout beaucoup plus haut que le monastère de Montserrat [en Catalogne]... je crois donc que ces trois points permettent qu'on puissent dire: "La lutte de la classe travailleuse est une lutte uniquement pour la libération totale. La classe travailleuse, en se libérant, si elle le fait bien et avec sérieux, libère tous les opprimés. Mais, même si la lutte est sur un plan, on peut considérer comme objectif à court terme la conquête de l'autonomie comme positive pour la classe travailleuse. "

PEP MARTINEZ - J'ai connu le processus pré autonome catalan jusqu'à l'année dernière et je vois maintenant celui d'ici. Dans les deux cas il y a des éléments en commun: les gens descendent dans la rue en masse et demande l'autonomie, la liberté. Certains disent autonomie en pensant à une école en catalan, un gouvernement autonome, une indépendance économique, une décentralisation absolue... Mais la majorité de ceux qui étaient dans la rue le 11 septembre et le 9 octobre le faisait, parce jusqu'alors ils avaient été emmerdés sous Franco, et ils identifiaient toute l'oppression subie dans ce centralisme atroce. Dans cette optique, les mots autonomie, Pays valencien ou Catalogne prenaient toute leur signification de liberté.

Dans cette ambiance, quand quelqu'un -une personne ou un groupe- a fait une analyse critique de ce que les autonomies qui arrivent sur nous représentent, toute une série de voix furieuses l'ont accusé de centraliste, fasciste, et plus encore. Quelque chose d'analogue s'est passée à Barcelone, en juillet de l'année dernière, dans un meeting de la CNT à Montjuich. Peirats, qui arrivait de l'étranger sans connaître à fond la sensibilisation particulière du peuple sur ce sujet, osa intervenir longuement sur l'autonomie. Dans la forme il a dit des choses qui ont pu sembler malvenues, mais le fond de son intervention, telle que je l'ai comprise, était d'une clarté évidente. Il a dit que l'autonomie ne devait pas être concédée par un gouvernement bourgeois, mais que la seule autonomie possible devait venir de chacun de nous et que nous devons la conquérir ensemble pour la communauté. Et que la CNT avait

toujours compris que l'autonomie consistait à avoir des individus et des municipalités libres, avec le principe de la fédération libre. Mais cela, qui pour moi est d'une importance primordiale, n'a pas été repris par la presse, ni pris en compte par ceux qui attaquent Peirats dans le quotidien Avui et d'autres media plus ou moins bourgeois et pré autonomiques. Les critiques portaient sur des phrases assez malheureuses faisant partie d'anecdotes utilisées par Peirats pour réduire la densité de son intervention.

Depuis un an que Tarradellas est au gouvernement, avec les transferts de pouvoir qui n'ont pas lieu, la situation économique de plus en plus mauvaise pour les travailleurs, le découragement s'installe en Catalogne. Beaucoup de gens jugent que Tarradellas est un nouvel imposteur et le million et demi de personnes descendues dans la rue l'année dernière pour exiger et réclamer cette liberté refusée durant des siècles, est maintenant frustrées et déçues.

Dans le pays Valencien la perspective est encore plus sombre. Il existe une plus grande désinformation qu'a utilisée la droite pour semer la confusion et la désunion. On est arrivé à des querelles sur la couleur du drapeau, sur la question de savoir si le Valencien est catalan ou non, sur le danger d'une colonisation catalane, etc. À Valence, il est urgent d'abord d'apaiser le trouble qui s'est créé, et ensuite de faire l'analyse critique et très claire de ce que sont et représentent les autonomies qu'on veut nous donner.

Les points signalés comme positifs par Marqués sont importants. Apprendre sa langue, savoir progressivement qui sont les acteurs en présence, et l'impulsion libératrice que por te en soi toute la lutte pour l'autonomie, mais de mon point de vue qui est le même que celui de Peirats, et historiquement défendu par la CNT avec son organisation autonome et fédéraliste, appuyant le statut de Nuirra (très différent dans son élaboration et son contenu de celui publié ensuite en 1932), l'autonomie nous devons la conquérir nous-mêmes.

UN ASSISTANT - Je voudrais donner un exemple pour clarifier un peu. Il serait absurde pour moi que dans les prisons espagnoles on liche des gens parce qu'ils veulent une « autonomie » et que les prisonniers luttent pour obtenir une autonomie par rapport à la centralisation carcérale depuis Madrid. Les prisonniers combattent pour leur liberté. En luttant pour l'autonomie" ils vont toujours être en prison.

Je veux définir par là ce que pour moi, peut être la position des libertaires: nous nous sentons réellement opprimés dans une société qui nous contraint en tout, nous voulons échapper à cette oppression mais nous ne voyons pas de solution et, évidemment, ce ne sera pas l'autonomie bourgeoise. Lutter pour des drapeaux ou leur couleur est une perte de temps et ne va rien résoudre.

MARQUES- Je voudrais apporter une précision, avant de discuter sur certains points qui ont été abordés, au sujet de ma position politique actuelle. Heureusement, je n'en ai pas- je dis heureusement, et je m'explique: après avoir milité dans deux groupes politiques, et maintenu une appartenance au marxisme non-dogmatique (je n'ai été ni léniniste, ni anti-léniniste, ni trotskiste, ni rien de ce genre), depuis un certain temps je suis plus intéressé par la recherche des raisons de l'échec politique de la gauche que par une adhésion à des positions concrètes. Je le précise, parce que les observations que je ferai seront dans la perspective de ce qui me préoccupe en ce moment: pourquoi, après tant d'années de capitalisme et de mouvement ouvrier, nous n'avons pas gagné quelle que soit la formule.

Je viens d'entendre dire certaines choses qui me tracassent. Par exemple, qu'il est stupide de se quereller pour des questions de drapeau, qu'il est absurde de lutter pour une autonomie des prisons. Oui, cela est en partie stupide et absurde, mais je voudrais savoir comment, sans faire d'élitisme, sans faire de distinction entre intelligents et imbéciles, nous pouvons dire que les masses luttent pour des bêtises et penser en même temps que les masses sont intelligentes et doivent un jour tenir en mains leur destin.

Cela m'a toujours beaucoup préoccupé. C'est-à-dire, comment les groupes de gauche expliquaient tout en disant que les partis réformistes étaient des traîtres, des renégats, des crétins ou des bureaucrates, mais le prolétariat était formidable. Je peux dire, et il y a du sens dans le fait que je peux le dire parfaitement, que discuter pour une boue de truc bleu est idiot (2), mais j'ai l'obligation de penser que les gens qui combattent pour cela ne sont pas des idiots, encore que certaines périodes puissent être une idiotie. Et venir me dire que c'est une idiotie c'est me donner raison. Mais j'en ai marre d'avoir raison, je le dis très sérieusement. Je crois que ça fait 16 ans que j'ai raison sur presque tout et ça ne m'a pas permis de faire quelque chose de valable...ou indirectement je le suppose. Et je crains de plus en plus cette tendance, de l'extrême gauche ou de la gauche révolutionnaire, à vouloir toujours avoir raison et à penser qu'il est plus drôle d'avoir raison que d'avoir le système.

(2) Le drapeau traditionnel du Pays valencien, après l'époque musulmane, est jaune avec quatre bandes rouges (semblables aux drapeaux d'Aragon et de Catalogne). Les secteurs de droite à Valence, ont lancé ces dernières années une campagne pour qu'on ajoute à ce drapeau une frange bleue, ce qui entraîne de violentes polémiques, des agressions, etc.

S'il y a des gens qui se bagarrent pour le drapeau, c'est pour quelque chose. Il se peut qu'il y ait deux ou trois connards, mais tous ne le sont pas. Et si tous le sont, il vaudrait mieux qu'on se consacre à la spéculation immobilière, au lieu de chercher à lutter pour nous-mêmes et pour les autres.

Pardon pour ce long préambule, mais il était nécessaire pour faire comprendre ce que je veux exposer. Il me semble que les gens s'identifient forcément à quelque chose. Je ne sais si c'est instinctif ou culturel, si c'est une manie ou je ne sais quoi. C'est ainsi que les gens se mettent en tête l'idée de l'Espagne, ou du pays valencien ou de son peuple ... et c'est très bien d'exalter tout ce qui est en vue d'une lutte solidaire. Mais moi, même en tant que personne privée, pour me solidariser avec les autres j'ai besoin de savoir qui je suis et qui ils sont. Je ne sais pas comment définir cela, mais je pense que les gens s'identifient en quelque sorte collectivement, et que cette identification est, ou bien progressiste d'emblée, ou bien on est mal barré. Quand les gens s'identifient à l'Espagne, on a Manolo Escobar [chanteur de la nostalgie du pays, fort célèbre dans les années 70], on a les championnats et les mundiales et on est mal barré.

Je sais que ce serait très bien que nous puissions agir directement en termes de solidarité, car on est tous dans une même lutte. Mais il me semble nécessaire de dire, tout au moins, "ceci est ma lutte, et cela la lutte du voisin" et peut-être que je prends plus au sérieux la lutte du voisin que la mienne, mais tout en sachant toujours quelle est la mienne et quelle est la sienne.

(Ce qui suit peut être stupide, mais le problème est que la stupidité existe): il en résulterait que ce que nous, à gauche, ne reconnaissons pas comme typiquement valencien, est repris et manipulé par la droite. Par exemple, la droite dit que l'important est que la procession du Corpus soit plus longue que la procession ailleurs. Il est évidemment lamentable que nous nous soyons plongés pour une histoire de drapeaux, et que la faute en revienne à la droite, mais dire maintenant: "je me désintéresse du problème du drapeau" équivaut à se désintéresser de la question de savoir pourquoi des camarades de classe ou d'idées -des gens qui, en ce moment, s'identifient vaguement à la revendication de la bande bleue du drapeau, mais n'ont rien de commun avec l'extrême droite locale (Carrau, Ramon Izquierdo, etc.) sont ici aujourd'hui. Je maintiens que rien n'est résolu quand on dit: "Je ne m'intéresse pas aux drapeaux, et à la manipulation".

UN ASSISTANT - Peut-être y a-t-il un certain piège "populiste" dans ce qu'a dit Marqués au début. Il semble qu'il faille défendre ce que beaucoup de gens suivent et que, dans le cas contraire, nous fassions des propositions avant-gardistes ou bien nous croyions avoir raison au-dessus des masses. Je ne crois pas que ce soit cela. À l'arrivée de Tarradellas à Barcelone, ou pour les "11 septembre" [fête catalane], il y avait plusieurs milliers de personnes dont la

majorité n'était certainement pas débile, mais saine d'esprit et honnête, normale et ordinaire. Ce qu'il faudrait comprendre est donc "pourquoi ces gens sont-ils descendu dans la rue?", et si Tarradellas, et après lui Suarez, ne manipulent pas, en canalisant vers l'ordre, en essayant d'institutionnaliser une aspiration des gens à l'auto-détermination contre l'oppression centraliste, fatigués comme ils le sont de 40 ans d'obligation à "parler la langue de l'Empire", etc ... La preuve en est qu'il est toujours plus difficile aux politiciens de faire sortir les gens dans la rue: ils en ont déjà assez de Tarradellas et se sentent aussi floués qu'avant. Donc, à mon avis, il ne faut pas dire "puisque'il y a tant de gens c'est qu'il va se passer quelque chose", et continuer dans cette voie, mais essayer d'analyser et de discuter, ensemble et dans un esprit libertaire, ce qu'il y a derrière tout cela, essayer de dénouer les fils qui finissent toujours par donner aux bourgeoisies locales différents des rôles bien répartis: plus à gauche, moins à gauche, plus progressistes, moins progressistes, plus succursalistes, etc ...

De toute façon, il faut reconnaître que pour la majeure partie des anarchistes, face à l'évidence de ces manipulations et à la conscience que la classe ouvrière a dépassé le nationalisme bourgeois depuis plus de cent ans, la position semble être: "Ce n'est pas notre affaire". Pourtant on considère avec sympathie certaines actions de l'ETA pour la défense de causes analogues à celles qui sont dédaignées à Valence, en Catalogne ou en Aragon. Faut-il que les gens meurent pour que soit ressentie l'oppression existant à d'autres niveaux? Alors, à mon avis, le problème serait de savoir comment prendre en compte les données positives que peut contenir la lutte contre le centralisme sans pour cela faire cause commune avec la bourgeoisie. Sous quelle forme peut-on assumer, dans un esprit vraiment libertaire, la lutte pour l'autonomie, avant de parvenir au communisme anarchiste ?

ENRIC - Je voudrais préciser les positions qui peuvent nous servir en vue d'une alternative authentique. Je signalerais le caractère de revendication ou de lutte contre l'oppression que présente la lutte nationale, comme tout type de lutte. Toute situation où s'exerce une oppression évidente contient en puissance une capacité révolutionnaire, on ne peut le nier. Le problème commence avec l'institutionnalisation, lorsque les faits révolutionnaires font place à la nouvelle structure, à de nouveaux faits officiels que sont les institutions... Dans ce sens, je voudrais dire à quel point nous sommes à la remorque de la droite et du capitalisme, souvent avec des projets économiques, quand nous disons que le travailleur ne doit pas être exploité. Nous oublions le gamin qui parle une langue chez lui, et obligatoirement une autre à l'école. Le problème n'est pas seulement dans l'éducation bourgeoise qu'il reçoit, dans le fait qu'on va lui dire d'obéir au maître, au patron ou au curé, le problème est aussi qu'il est complètement détaché des structures de son développement normal, et c'est là un déséquilibre sociologique important.

Je dirais que nous sommes souvent à la traîne et pas réellement créatifs au moment de poser des alternatives ; nous disons : "le problème national est celui de la bourgeoisie", et nous nous en tenons à de simples revendications économiques.

MARQUES - Je suis assez d'accord avec ce que dit Eric, et je voudrais l'approfondir, en liaison avec certaines choses que j'ai dites avant. Par exemple, si nous sommes d'accord pour dire que la nocivité de l'école n'est pas dans ce qu'elle enseigne mais dans l'apprentissage de la soumission. Si nous avons compris que cette soumission enseignée à l'école nous prépare à la soumission dans le travail et en tant que citoyen, je voudrais que nous comprenions tout aussi clairement que le premier apprentissage à l'obéissance que subit un enfant instruit à l'école dans une langue qui n'est pas la sienne, est d'entendre dire que sa propre langue n'a pas d'importance, qu'elle n'a pas de culture, qu'elle est celle de ceux qui doivent obéir, et pas celle de ceux qui commandent. Par conséquent, je crois qu'il ne faut pas négliger, bien au contraire, la nocivité, pour l'enfant, de ce premier contact avec l'oppression qu'est l'enseignement en castillan dans son pays. Même si une école bourgeoise continuera d'être une saleté d'école, il

est évident que l'enseignement dans une autre langue est un facteur d'oppression encore plus puissant. Indépendamment de l'aspect sentimental de saturation.

Je laisse ce problème pour insister sur la nécessité de présenter l'émancipation nationale, du moins jusqu'à son institutionnalisation, comme un processus de libération, de lutte contre l'oppression en général. Évidemment, le jour où le Pays valencien aura son propre Etat ou quelque chose de ce genre, nous devons être particulièrement stricts sur ce que peut signifier l'affirmation nationaliste. Mais jusqu'à ce jour, et en évitant les déformations bourgeoises, le Pays valencien est une affirmation progressiste, libératrice. Pour plusieurs raisons, entre autre parce que toute situation de liberté est en quelque sorte une voie d'expansion.

Ce qui se passe est qu'en ce moment nous sommes dans une situation où la droite, avec même la droite capitaliste la plus bête et la plus liée au franquisme, a ou a pris l'initiative durant ces derniers mois. Elle est la seule à s'être chargée de mobiliser les masses (plus ou moins nombreuses) et à leur dire que vouloir être Valencien signifiait reprendre la bande bleue du drapeau à l'impérialisme catalan. Et, d'autre part, nous nous heurtons à un Conseil (3) dont la composition est savamment établie par le capitalisme et depuis Madrid. Dans ces conditions, quoi que nous fassions nous ferons une faute en entrant au Conseil, nous ferons évidemment le jeu de la droite, en le soutenant, nous savons bien qu'il n'est pas prêt, actuellement, de suivre une ligne nette sur la question nationale. Tout consiste à prendre des mesures dans un sens puis dans un autre, avec un président incroyable [ment stupide]... Le plus triste de tout cette situation c'est que nous avons perdu, et pour toujours, l'occasion de donner une impulsion à un désir d'autonomie qui s'est fait jour, d'une certaine façon inconsciemment, à la mort de Franco, et malgré ses limites, lors de la manifestation du 9 octobre; ce désir d'autonomie était très vif. Les partis majoritaires de gauche n'ont pas pris au sérieux le problème du Pays valencien. Pour le régler, ils ont eu l'idée que l'autonomie s'obtient en disant: "tenez-vous tranquilles, nous allons à Madrid où nous avons un ami qui connaît Suárez [premier ministre de droite de l'époque] et qui va arranger la chose. Mais ne bougez pas, car si vous bougez, les militaires feront tout échouer aussitôt".

3) Le "Conseil" est une structure politique qui, sans fonctions bien définies, tente d'anticiper ce que seront les structures politiques une fois concédée l'autonomie du Pays valencien. Il est formé de représentants de tous les partis politiques parlementaires selon les résultats obtenus aux élections. Des organes similaires ont été préparés pour les situations dites "pré autonomies" en Galice, en Aragon, Estrémadure, etc.

ENRIC. Je voudrais avancer que toute lutte contre le pouvoir avec un caractère antiautoritaire, est progressiste. Je ne dis pas qu'une lutte nationale soit meilleure que celle d'une usine contre une multinationale. Et je pense qu'elles doivent être jugées, non sur les résultats qui sont très difficiles à évaluer, mais sur la réalité antiautoritaire de leurs contenus. Je pense que la lutte économique actuelle est très partielle, qu'elle n'apporte pas de réelles possibilités d'alternatives, En revanche, sur le terrain de la lutte nationale, non dans le sens politique mais dans le sens de lutte sociologique ou culturelle, il y a un contenu indubitablement progressiste, créateur et constructif.

UN ASSISTANT - Je voudrais intervenir au sujet des langues. Une langue a-t-elle de l'intérêt? Je ne suis intéressé ni par le valencien, ni par la castillane, ni par la galicienne, ni par la basque, ni par aucune autre. Nous, tous les travailleurs, nous serions intéressés par une langue universelle. Les discussions pour ou contre un Pays valencien ne servent qu'à échauffer les nationalismes et à amener les travailleurs à se battre entre eux. Ce que nous devons démontrer aux camarades qu'ils soient de la CNT, des Commissions ouvrières ou d'autres groupes, est qu'ils ont tort de soutenir les politiciens, que ceux qui ne se libèrent pas eux-mêmes ne seront libérés par personne. C'est la seule possibilité que nous ayons, parce que ce qui nous intéresse est une langue universelle, pas la castillane ni la valencienne.

ELOY CASANOVAS - Il est évident que le désir d'identité historique culturelle peut être dévié vers un nationalisme patriotard ou un folklore fêtard. On a une foule d'exemples là-dessus. Mais même dans le mouvement ouvrier, le désir d'émancipation a été très manipulé. Nous pouvons supposer que ce que les gens au pouvoir s'efforce tellement à manipuler, est quelque chose de libérateur. Elle est libératrice la lutte contre l'oppression d'une collectivité naturelle (où l'union entre les individus possède une base réelle), contre des unités fictives, légales ou administratives: les provinces, les régions et l'Etat, qui résultent de la contrainte du pouvoir.

Toute aussi émancipatrice est une culture (à commencer par les langues en soi) qui se perpétue en marge de toutes les voies de formations officielles, et qui contient des éléments pour une alternative, peut-être la seule réellement populaire, à la culture du système. Les principes internationalistes ne sont pas opposés à ce désir d'identité. On a tenté d'identifier l'internationalisme avec une culture unique, en lui attribuant une langue universelle comme l'espéranto. Mais dans une société réellement libre, ayant des collectivités naturelles administrées par la démocratie directe, et reliées entre elles par des fédérations, la solidarité humaine est une réalité universelle, une conséquence du type de société.

Je crois qu'en plus de dénoncer toutes les manipulations constatées, au sujet des autonomies par exemple, nous devons trouver les moyens de mener une action pratique contre cette récupération culturelle. C'est une tâche qui, d'une façon ou d'une autre, devrait être reliée à d'autres luttes (écologiques, etc..) pour la libération totale de l'homme.

UN ASSISTANT - Tout cela est évident. Mais dans le Pays valencien, le problème de l'autonomie, difficile et polémique dans le débat libertaire du fait des risques de manipulations politiques, nationalistes, etc ... est rendu encore plus difficile par les manoeuvres de la bourgeoisie dont les "idées" dans ce domaine (l'objectif prioritaire est la lutte contre la Catalogne, différence de drapeau, etc..) sont suivies par beaucoup de gens de bonne foi. Dans ces conditions, la lutte ne passe pas directement par ces objectifs qui ont été précisés, mais elle doit d'abord relier toutes ces questions. Je ne sais donc pas si cela en vaut la peine.

MARQUES - Je suis pessimiste sur un point: la droite met en œuvre toutes ses armes et bagages, et son argent (qui compte naturellement beaucoup) en recueillant l'adhésion de ce que j'ai parfois appelé "l'obscur conscience des gens", et elle la manipule. En ce moment, la droite exploite l'aspiration des gens à se vouloir Valenciens, et réveillent en eux le sentimentalisme, au lieu d'une conscience populaire, en expliquant que les Catalans situent à Manresa la naissance de la Vierge des Desamparados. C'est la droite et certes, l'UCD n'a pas été aussi sauvage que les franquistes, mais elle a suivi le mouvement, c'est-à-dire la querelle pour le drapeau et autres thèmes du même genre. En suite nous avons la gauche parlementaire qui, vu qu'elle estime que le salut du monde dépend de sa victoire aux élections, croit qu'il vaut mieux ne pas se soucier du drapeau, une affaire complexe qui peut faire perdre des voix: "Nous allons voir si nous tenons la situation jusqu'aux élections, pour éviter les thèmes du catalan, du valencien, ni couleur rouge, ni couleur bleue".

Alors, c'est un exemple, supposons que la CNT se considère très contente, pour des raisons internes, qu'il n'y ait pas de centralisme, pas de bureaucratisme et qu'elle se désintéresse du problème. D'autre part, nous avons les gens de la gauche extra-parlementaire, qui pourraient être mes coreligionnaires du MAC (Mouvement pour l'autonomie de la classe) qui disent qu'avec la démocratie ouvrière et la démocratie directe, tout s'arrange et tout est maintenant clair, mais attention au Statut! C'est un pacte de classes et tout le reste... On verra bien. C'est pourquoi je dis qu'à court terme je suis pessimiste, sauf si nous faisons du travail à la base, mais pour les gens indépendants et compagnie, je vois les choses mal parties.

Pour moi, ce pourquoi il faut lutter c'est pour la désaliénation nationale du Pays valencien, ce qui signifie fondamentalement que les gens sachent qu'ils luttent pour le défense d'une langue (qu'on peut appeler valencienne ou catalane, à condition de savoir que c'est la même), qu'ils luttent pour obtenir de plus grandes possibilités de décisions des Valenciens

pour leurs propres affaires, Lors de ce processus les gens vont devoir affronter la bourgeoisie qui agit déjà à l'échelle étatique et internationale. Et en même temps, les gens vont voir que lutter pour le Pays Valencien, c'est lutter contre le Pays valencien porteur de merde, de spéculateurs, de centrales nucléaires, etc... C'est ainsi que je vois le terrain sur lequel, honnêtement et sans se soucier de savoir jusqu'à quel point on fait le jeu des uns et des autres, nous avons une tâche à remplir. Qui s'en chargera? Je l'ignore.

[N° 9, octobre 1978, pp. 11 - 18]

Mikel Orrantia "Tar" du collectif libertaire *Askatasuna*

Qu'est-ce que l'ETA et où va-t-elle ?

Le mot Euzkadi désigne actuellement pour les courants d'action et d'opinion radicaux ou révolutionnaires nationalistes basques (qu'ils soient ou non nationalistes) l'ensemble des régions basques des deux côtés des Pyrénées, soumises aujourd'hui au contrôle des Etats capitalistes, l'Espagne et la France, véritables policiers du capitalisme monopoliste. Ces régions sont : Laburdi, Basse-Navarre et Suberoa dans l'État français; Alava, le Guipuzcoa, Haute-Navarre et Biscaye dans l'État espagnol. Au total, 20.544 km² et 2.600.000 habitants, dont 225.000 vivent dans les trois régions connues comme "Euskadi nord", "Euskadi continentale" ou "Pays Basque français", en parallèle à "Euskadi sud", "Euskadi péninsulaire", ou "Pays basque espagnol" où résident 2.3750000 habitants.

L'Euskadi se trouve au bord du golfe de Biscaye et à l'extrémité ouest de la chaîne des Pyrénées. Elle est sur le passage des voies terrestres et maritimes qui relient le plateau castillan à l'Europe du nord-ouest.

La langue historique du pays est maintenant minoritaire. Cette situation minoritaire de la langue, caractéristique des Basques au long de leur histoire, est dû au bilinguisme (castillan-euskera, français-euskera) existant dans le pays. Ce bilinguisme explique la supériorité forcée d'une langue par rapport à l'autre: dans ce cas, du castillan et du français sur l'euskera Mais la prise de conscience populaire se développe intensément depuis 1969, et le processus d'apprentissage de l'euskera est en croissance presque géométrique, malgré les obstacles continuellement dressés par le pouvoir et par différents secteurs politiques de l'opposition (et compris de gauche) dans la crainte évidente d'une identification du peuple basque à sa langue et à sa culture.

Le nationalisme basque

Le nationalisme basque moderne est en même temps l'héritier du carlisme populaire [famille royale dissidente des Bourbons] et des luttes communautaires et civiles à l'époque où les Basques s'associaient au niveau populaire à la défense de leurs libertés collectives et comme réaction paysanne contre les formes capitalistes et libérales de l'industrialisation et de l'urbanisation intensives, qui mirent fin, sans solution de transition et à marche forcée, aux caractéristiques propres de la vie rurale basque, définissant jusqu'alors la culture, la langue, les relations sociales en général, etc., des Basques.

Sabino Arana, idéologue le plus connu et fondateur du Parti nationaliste basque (PNV), était de famille carliste, et ce fut lui qui instaura le terme "Euskadi" et dessina l'"ikurrina", aujourd'hui, drapeau nationale.

Le nationalisme basque fut l'idéologie du PNV qui, par ce biais, réussit à exercer un contrôle politique stable sur les classes populaires basques, principalement de la petite

bourgeoisie et de la population paysanne de Biscaye et du Guipuzcoa L'arrivée en Euskadi, du fait de l'industrialisation intensive, de grandes quantités d'immigrés servant comme main-d'œuvre dans les mines et les manufactures, surtout des "Encartaciones" de Biscaye [zone ouest], fit pencher vers le socialisme ouvrier les politiques dominantes alors à Bilbao. C'est ainsi que le nationalisme contrôlé par le PNV et le socialisme par le PSOE ont formé et forment les grandes lignes de la politique parlementaire et réformiste basque. Les influences propres de la bourgeoisie espagnole, pour l'accumulation du capital et le développement industriel de l'économie capitaliste en Espagne, intensifièrent la misère et les protestations ouvrières. La chute d'abord de la monarchie, puis de la république (celle-ci du fait du soulèvement militaire, du grand capital et des castes intellectuelles capitalistes, technobureaucratiques, qui assumèrent la responsabilité de sa gestion et des privilèges inhérents comme étant les leurs) ont retardé durant plusieurs décennies le débat et l'évolution des idées et de l'action politique d'un pays industriellement avancé comme l'Euskadi. L'énorme surexploitation à laquelle soumise la classe ouvrière pendant cette période, la répression sauvage génocidaire exercée sur notre communauté nationale par l'appareil de l'Etat des vainqueurs de la guerre civile, sont les ingrédients de la sauce déterminant la révolte viscérale et l'opposition rationnelle de la jeunesse révolutionnaire et radicale d'Euskadi. L'ETA est le premier produit de cette rébellion à la fin des années cinquante. Cela s'explique aussi par la tradition des Basques (trois guerres civiles en peu de générations et une grande oppression communautaire, mal supportée) pour l'insurrection armée et la solidarité populaire, cette dernière étant caractéristique de tous les peuples qui subissent l'agression exercée par des appareils militaires formés d'hommes venant d'autres communautés nationales, dont le comportement est celui des armées en terres colonisées.

E.T.A (Euskadi Ta Askatasuna) Euskadi et Liberté

Dans les années 1952-53, quatre étudiants en droit de l'université de Deusto à Bilbao, ont fondé *Ekin* (action), modeste revue et son groupe, qui donna naissance au mouvement du même nom. Plus tard, la déception d'un certain nombre de militants de l'EGI (jeunesses du PNV), par rapport au Parti nationaliste basque, prépare le bouillon de culture idéologique pour la naissance de l'ETA. À l'extérieur, on a l'essor des luttes tiers-mondistes de libération nationale; à l'intérieur, le Plan de stabilisation économique entraînant la ruine et la marginalisation de vastes secteurs de la petite bourgeoisie, s'ajoutant à des caractéristiques définissant l'oppression nationale dont avaient parlées et sur lesquelles avaient écrit les idéologues nationalistes révolutionnaires, "la colonisation de l'Euskadi par l'Espagne et France". L'oppression nationale, ressentie collectivement par de vastes couches populaires d'Euskadi, a été un élément de révolte parfois provocateur, d'autres fois radicalisateur des luttes de classes des dernières décennies.

Julen Madariaga, un des fondateurs d'*Ekin* et de l'ETA, déclarait dans une interview de la revue belge *Le Soir*, le 2/2/1973 *Etant enfants ou proches de membres du PNV, nous sommes inquiets de constater l'impuissance relative du mouvement nationaliste, et de ses préoccupations trop théoriques.*

Et il signale aussi qu'ils se mirent à travailler avec ardeur et dans la plus stricte clandestinité, durant la période initiale, pour sélectionner les cadres militants et préparer leur formation idéologique. *Le premier coup de filet de la police ne se fit qu'en 1960.*

C'est alors que l'ETA a commencé à se faire entendre et à prendre peu à peu jusqu'à aujourd'hui une place importante dans la préoccupation et la conscience des Basques, pour ou contre son intervention et à un certain moment, tous ont dû reconnaître que c'est grâce à son existence et à son action, à la radicalisation collective et à l'avancée populaire et de classe dans les luttes contre la dictature et le capitalisme en Euskadi et un peu dans toute l'Espagne.

Mais l'histoire de l'ETA est aussi celle du mouvement dialectique vers la synthèse de l'union de la lutte de libération nationale (au départ exclusivement nationaliste et bourgeoise anti-communiste) et de la lutte pour l'émancipation des travailleurs (à ses débuts non seulement étrangère, mais opposée à la lutte de libération nationale, à cause de positions bourgeoises et anti-ouvrières, souvent racistes). L'histoire de l'ETA est liée aux faits les plus saillants (des grandes mobilisations des travailleurs-citoyens d'Euzkadi à caractère assembléaire et autonome) de l'action communautaire des Basques ces dernières décennies: mouvements de solidarité envers les prisonniers et les détenus, soutien logistique et protection des militants "permanents" ou de ceux ayant fui leurs domiciles, lutte pour l'amnistie, etc,...ont été une partie des jalons importants.

Mais l'évolution de l'ETA n'a été ni rectiligne ni facile. Les militants expulsés ou marginalisés ou sortis des rangs lors des débats permanents ont formé à niveau interne, et forment aujourd'hui le fer de lance de la majorité des collectifs autonomes et des organisations politiques ou syndicales et citoyennes d'Euzkadi. Deux grands moments ont caractérisé ce débat. La V^{ème} Assemblée et sa scission en ETA-berri et ETA-zarra (respectivement "nouvelle" et "ancienne" ETA). La première voulant un parti ouvrier à caractère socialiste ou communiste, devenu plus tard le mouvement communiste (M.E.C.), abandonnant l'action armée et s'orientant vers des positions "espagnolistes" passant par le centralisme démocratique marxiste au niveau de l'État-nation. La seconde voulait suivre la trajectoire politique propre à l'ETA (nationalisme radical-lutte armée). Le même schéma sera répété à la VI^{ème} Assemblée de l'ETA fin 1971 entre les fractions marxistes et les nationalistes. À cette occasion, les marxistes passaient au trotskisme et créaient, en s'unissant à d'autres collectifs en général moins importants, la L.C.r-LKI. De leur côté, les nationalistes continuèrent d'évoluer dans la synthèse libération nationale-libération sociale (qu'ils appellent nationalisme révolutionnaire) et bien que la direction de l'organisation (du moins ses déclarations idéologiques) soit toujours visiblement marxiste-léniniste (parfois maoïste, parfois trotskiste ou nettement stalinien), on note une tendance générale vers les zones aujourd'hui hétérogènes de l' "autonomie ouvrière", et de nettes sympathies pour les objectifs et les méthodes communistes libertaires et anarchistes en général. Ce phénomène est relativement plus étendu dans la jeunesse actuelle abertzale [patriote basque] ou pas, mais préoccupée par les thèmes "politiques" d'Euzkadi. Le phénomène est connu sous le nom "anarko-abertzale" (anarcho-patriote), au point qu'il y a seulement quelques mois, un militant de l'ETA rencontré par hasard dans une rue de Bilbao affirmait (et nous l'avons souvent entendu dire en exil dans des rencontres avec des "permanents" de l'ETA)

Si Askatasuna [revue et groupe anarchiste basque] déclare la guerre au capitalisme et aux États espagnol et français et passe à la lutte armée, vous pouvez être sûrs que les militants de base de la majorité des organisations patriotes d'Euzkadi, et compris de l'ETA, seront avec vous. Fiction, réalité? En tout cas, l'influence "libertaire" est chaque jour plus nette dans la jeunesse basque, bien qu'aujourd'hui elle soit dans le désordre organisationnelle et existentielle, elle peut constituer demain un mouvement ascendant... si ce "demain" arrive.

Dans quelle mesure le défi de l'ETA peut-il trouver un écho en Euzkadi ?

C'est une grande question dont les réponses restent hypothétiques selon l'approche plus ou moins proche de la réalité objective. Nous pensons que l'appui populaire à l'ETA dépend des moments et des conjonctures historiques, et nous constatons qu'aujourd'hui il augmente. Nous sommes en mesure d'affirmer par la simple observation (sans données vérifiables car nous sommes bien entendu en dehors du militantisme de l'ETA et même abertzale) que l'ETA possède actuellement une des meilleures organisations -tant spécifique que de soutien logistique- qu'elle ait jamais eu. La déception envers le parlementarisme, le chômage énorme

(200.000 chômeurs en Euskadi) qui affecte surtout les jeunes à la recherche d'un premier emploi, la très forte densité démographique et l'étouffement de l'individu en résultant vu la spéculation et la planification urbaine sauvage et chaotique, la dégradation de l'environnement et le grave problème écologique en général et nucléaire en particulier, la perte rapide et accélérée des dernières années de contact avec la nature et le passage collectif en peu de générations de Basques du travail rural (vies et culture, etc.) à une société super urbanisée et industrielle... sont autant d'aspects que la politique réformiste du grand Capital ne veut ou ne peut pas attaquer avec l'urgence qui serait nécessaire pour "pacifier l' Euskadi". Sans parler de la question nationale qui épouvante les politiciens espagnols de gauche et d'extrême-gauche, et de droite et d'extrême droite : **Plutôt une Espagne rouge ou fasciste que brisée!**, est un cri viscéral et réactionnaire qui continue à résonner trop souvent aux oreilles des Basques de base pour leur désespoir ou des solutions individuelles de type viscéral pour la lutte armée la plus radicale.

D'autre part, les chiffres venant de différentes sources (cité par *Cambio 16*), quant au nombre de militants de l'ETA, oscillent entre 60 et 120 militants. Mais Inaki Latierro, cité par le même hebdomadaire (30/10/ 1977), secrétaire du parti communiste d'Euskadi dans le Guipuzcoa, admet franchement que l'influence de l'extrême-gauche abertzale est pratiquement absolue dans les mouvements qu'il qualifie de "citoyens" tels que les associations de voisins, les mouvements pour l'amnistie, etc. Et dans les milieux du PCE et du PSOE d'Euskadi, on estime, non sans pessimisme et contrariété, que les idées indépendantistes révolutionnaires de la gauche abertzale pourraient être approuvées par 18 à 20 % de la population d'Euskadi. Un sympathisant de l'ETA affirmait récemment en Euskadi Nord (cité par Peru Erroteta dans *La Calle*) *Le peuple a perdu confiance en lui-même et dans les partis politiques, c'est pourquoi l'ETA continue d'exister.* À notre avis, cette "perte de confiance du peuple en lui-même " nous semble extrêmement dangereuse et objectivement réelle. Nous avons pu la constater aussi à travers les dernières déclarations de l'ETA. C'est ainsi que l'ETA pourrait apparaître, si ce n'est pas déjà le cas, comme la source de justice de l'Euskadi, avec tout le danger de substitution de l'action populaire qui déclarait soutenir son action, la politique basque adopterait une position contre l'auto-émancipation des travailleurs-citoyens très dangereuse contre les citoyens basques et l'ETA elle même, dépouillée alors de leur projet de ligne de défense de l'auto-organisation et de l'autodéfense populaires.

Mais dans le communiqué de l'ETA sur l'exécution de monsieur Portell, l'Organisation définit ainsi sa position du moment: ***L'ETA maintient une cohérence et une unité totales chez ses militants, et la preuve en est, en dépit du gouverneur, la capacité militaire des actions armées. Nous sommes fermement décidés à l'accroître à tous les niveaux tant que l'Euskadi n'aura pas un régime démocratique reprenant les points minimums contenus dans l'alternative tactique de la K.A.S. (Coordination abertzale socialiste).***

Ces déclarations de l'ETA semblent coïncider avec celles faites récemment dans sa prison italienne par le dirigeant des Brigades rouges Renato Curcio, à la revue espagnole *Interviú: La classe ouvrière n'est pas un mythe. L'idée du "prolétariat conditionné", dont la conscience est manipulée et aliéné ne peut être retenue. C'est un prolétariat téléguidé, télé dirigé [...] L'approfondissement de la crise et du développement de la lutte de classes pourront mettre les prolétaires actuellement conditionnés en face des réalités de leurs intérêts de classe, et leur jugement sera alors authentique.*

Dans cette interview, Renato Curcio précisait davantage sa pensée. *Les conditions et les forces nécessaires existent pour transformer cette crise en une "révolte historique en vue du socialisme". Le socialisme n'est pas inévitable, mais il est inévitable que toute la gauche soit appelée à se définir par rapport à ce combat.*

Les partisans de la lutte armée comme seule voie révolutionnaire vers le socialisme ont-ils raison? Vers quel socialisme? *Askatasuna* a déjà commenté à différentes reprises les

positions politiques de l'ETA, et critiqué son dirigisme et son autoritarisme marxiste-léniniste, de même que la lutte pour un Etat basque que nous jugeons utopique et, en dernière instance, négative, tout comme la lutte armée isolée de l'action communautaire des travailleurs-citoyens, qui devient élitiste et génère des bureaucraties dictatoriales, qui en définitive, mène le combat sur le terrain de l'ennemi, plus puissant, mieux équipé, etc, et impossible à vaincre dans sa zone stratégique ultime: le plan militaire ... Mais peut-on condamner l'ETA? Aujourd'hui, avec l'oppression et la manipulation exercées contre nous par le pouvoir? ...L'ETA peut être, et est peut-être déjà, la dernière solution au désespoir d'une fraction d'un peuple qui préfère mourir en combattant que vivre opprimé et nié.

Le prêtre Xirinachs le disait déjà au quotidien basque *Eguin* (mars 1978): *Je m'explique la lutte armée en Euskadi -et que personne ne le prenne mal- comme une réponse de l'inconscient social basque dû à la survivance jusqu'à quelques siècles de son mode de vie économique et social précapitalisme. Un inconscient social très enraciné dans le Guipuzcoa où le capitalisme est moins concentré, où des modes de vie traditionnels subsistent. C'est de là que je m'explique la riposte armée, apparentée aux luttes carlistes, non par l'idéologie, mais par les causes profondes. Et quoi qu'il en coûte aux Madrilènes, je trouve cela très sain. C'est une lutte armée défensive sur un territoire, une violence secondaire en réponse à une violence antérieure. Cependant, je considère que cette attitude est infantile et dangereuse en ce moment. [...] Je crois que l'annexion de l'Euskadi à l'Etat espagnol n'est pas volontaire, mais forcée - comme le confirment les dernières déclarations de Gutiérrez Mellado [général et membre du gouvernement] - et que si un peuple a droit à l'auto-détermination, ce peuple est celui d'Euskadi...*

Où va l'ETA?

De façon aussi brève que possible, étant donné le peu d'espace, nous allons donner la parole à l'organisation basque elle-même, afin d'éclairer sa position fondamentale, au cas où nous ne l'aurions pas suffisamment précisée.

L'ETA s'efforcera d'exister et de lutter de la manière la plus appropriée jusqu'à la création d'un Etat socialiste basque, indépendant, réunifié et euskaldun [bascofone]. Voilà sa stratégie, ce qui justifie son existence et sa lutte à long terme. L'ETA est consciente du problème qui se pose en Euskadi aux travailleurs émigrants des communautés de Castille, de Galice et d'Andalousie, et affirme lutter pour leur intégration complète à la communauté basque, de plein droit s'ils le veulent, et, sinon, élaborer un statut des minorités pour cette communauté émigrante, basé sur un profond respect mutuel.

Dans son dernier *zutik*, revue de l'ETA, cette organisation souligne une fois de plus sa vision de l'Etat basque pour laquelle elle lutte: ***L'ETA propose la destruction de l'Etat bourgeois et son remplacement par un Etat des travailleurs qui permette à ceux-ci d'en finir avec les derniers résidus du pouvoir politique et économique de la classe bourgeoise. [...] Quand cette tâche de transition sera accomplie, quand les classes sociales auront disparu, l'ETA considère que l'Etat n'a plus de raison d'exister puisque sa fonction coercitive et répressive devient inutile, les tâches administratives et de gestion sociale étant assumées progressivement par les travailleurs. L'Etat tendrait donc à disparaître.*** Point de vue classique du marxisme-léninisme, comme on le voit.

Un Etat basque indépendant est pour nous aujourd'hui le seul cadre possible pour l'exercice de la souveraineté du peuple basque. Base de programme fondamentale du nationalisme, conforme à sa conception de la "liberté" nationale d'un peuple, toujours liée à la possession d'un Etat qui lui soit propre.

Mais on note en même temps à la lecture de ses derniers textes politiques, l'influence sur son idéologie marxiste-léniniste de l'Etat et de la dictature du prolétariat, du débat qui a lieu

actuellement en Europe sur des aspects fondamentaux des alternatives socialistes aujourd'hui en crise. Les nouveaux idéologues etarras [membre de l'ETA] tentent d'"expliquer" les aspects généralement les plus déphasés et les plus malvenus, en ajoutant: ***La dictature du prolétariat ne signifie pas dictature d'un parti et moins encore dictature d'une fraction bureaucratique.*** Et ils affirment au sujet de l'indépendance: ***Nous ne voulons pas être un frein ("dans le sens de l'intégration politique et économique des nations") à ce processus, mais au contraire nous continuerons de le soutenir [...] une fois l'Etat basque obtenu (comme exercice de la souveraineté nationale) qui doit chercher sa place dans le processus d'intégration supranationale cité.***

Sous forme d'autocritique, l'ETA reconnaît que depuis la mort de Carrero [1973], sa thèse que la lutte armée avait un caractère prioritaire par rapport à la lutte de masses était une analyse idéaliste (cité par Idoyaga dans *Hoja du Lunes*, de Bilbao -20/3/1978): ***Nous sommes partisans de l'exercice de la suprématie politique du prolétariat, mais nous ne pouvons affirmer ex cathedra, que cette prédominance doit s'imposer au moyen d'une explosion violente et d'une répression prolongée sur la bourgeoisie. Si on permet à la classe ouvrière d'organiser et d'exercer librement sa volonté, la prise du pouvoir se réalisera pacifiquement et parallèlement à sa prise de conscience. Sa prédominance s'exprimera, alors simplement par l'exercice du droit de la majorité à imposer sa volonté à la minorité.*** Thèse très proche de la social-démocratie et de l' "eurocommunisme", et donc de la voie parlementaire.

Mais citons une précision lue récemment dans la revue des camarades libertaires de Madrid *P'Alante*: ***Le développement des forces de production ne rassemble pas le prolétariat, mais le fragmente en strates du fait de la division sociale accrue du travail. [...] Le développement du capitalisme rejette à la périphérie du système des secteurs croissants de la classe ouvrière: chômeurs structurels, travailleurs précaires, phénomène du travail au noir, producteurs de plus-value mais interdits de participation stable au processus de production [...] Le développement du capitaliste déclasse graduellement un nombre toujours plus élevé de couches de la population en leur refusant le droit au travail.*** Tout cela apparaît clairement en contradiction avec les thèses soutenues jusqu'ici par les courants socialistes qui affirmaient que le développement des forces de production et du capitalisme entraîneraient une prolétarianisation croissante de couches bourgeoises et le renforcement de l'unité et de la conscience de classe du prolétariat, et ainsi l'obtention de la victoire sur le capitalisme ...Quelle voie reste possible aux révolutionnaires? ... Les sursauts authentiquement révolutionnaires ne se produisent que lorsqu'une "Réunification Sociale" de la majorité des prolétaires naît dans une praxis intégrale de luttes".

Tout le monde sait que ces derniers temps (pendant et après le mai 68 français, principalement), les "étincelles" révolutionnaires jaillissent davantage dans les groupes marginaux (écologistes, jeunes, chômeurs, féministes, etc ...) qu'au sein de la classe ouvrière comprise de façon restreinte, et que les batailles les plus fortes livrées par elle sont celles qui ont dépassé le lieu de travail pour devenir celles des "travailleurs-citoyens" (terme qui ne correspond pas à l'ancienne conception du "prolétariat"). Et nous terminons avec *P'Alante* : ***Ainsi la contradiction qu'on avait pensé défenestrée revient par la porte centrale avec toute son énergie ré accumulée. La contradiction (la lutte de classes -note d'Askatasuna-) s'est élargie de la sphère de production à l'ensemble de la société.*** Il est clair pour nous que l'exigence, aujourd'hui véritable frontière des secteurs classiste entre la révolution et la contre révolution, que l'organisation, qui se prétend révolutionnaire, doit avoir un projet et le mettre en pratique dès que possible, pour adhérer à tous les aspects de la vie sociale. L'organisation spécifiquement armée, ou syndicale, ou citoyenne, ou culturelle, ou féministe, ou politique, etc., est incomplète et ne peut donner des réponses aux nécessités de la révolution.

Contre une oppression globale, il faut une alternative globale.

[N° 9, octobre 1978, pp. 18 – 21]